

Document de travail HPG

Engagement des communautés avec les acteurs armés en République centrafricaine

Prévenir et réduire les risques de protection et la violence

Véronique Barbelet, Kessy Martine Ekomo Soignet et Marina Clarisse Yidong

Octobre 2023





ODI encourage les lecteurs à reproduire le matériel pour leurs propres publications, à condition que celles-ci ne soient pas utilisées à des fins commerciales. L'ODI demande à être dûment cité et à recevoir une copie de la publication. Pour les utilisations en ligne, ODI demande aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web d'ODI. Les opinions présentées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions d'ODI ou de nos partenaires.

Ce document est sous licence CC BY-NC-ND 4.0.

Format des citations de bibliographie: Barbelet, V., Ekomo Soignet, K.M. et Yidong, M.C. (2023) *Engagement des communautés avec les acteurs armés en République centrafricaine: implications pour la réduction des risques de protection et de la violence*. Document de travail HPG. Londres: ODI (www.odi.org/fr/publications/engagement-des-communautes-avec-les-acteurs-armes-de-la-republique-centrafricaine-pour-prevenir-et-reduire-les-risques-de-protection-et-la-violence).

Ce document PDF a été préparé conformément aux bonnes pratiques en matière d'accessibilité.

Graphique de couverture: Tim Harcourt-Powell

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier toutes les personnes qui ont pris le temps de participer à cette recherche, en particulier les populations de Bria, Bambari et Mbaïki qui ont bien voulu partager leur expérience. L'analyse sur la médiation humanitaire n'aurait pas été possible sans la recherche et la collecte de données du Norwegian Refugee Council. Les auteures les remercient de leur avoir donné accès à leurs données. Merci au Danish Refugee Council d'avoir partagé avec les auteures les enseignements de leurs interventions de médiation humanitaire. Les auteures sont reconnaissantes à tous les pairs examinateurs qui, par leurs commentaires, ont beaucoup contribué à la qualité de l'analyse et de la version finale du rapport. Les auteurs tiennent à remercier plus particulièrement Jérôme Grimaud pour son soutien continu. Merci à Gemma Davies pour sa direction de ce projet de recherche. Merci également à Clément Bruce pour la gestion de projet, et Dan Harding et Jessica Rennoldson pour l'édition, le design et la production de ce rapport. Le rapport n'aurait pas été possible sans le financement du Programme alimentaire mondial et l'appui logistique aux chercheurs en République centrafricaine.

A propos de ce rapport

Le travail du Groupe de politique humanitaire (HPG) est orienté par notre Programme intégré (IP), un ensemble pluriannuel de recherches sur un large éventail de questions, de pays et d'urgences. Nous pouvons ainsi examiner les questions critiques auxquelles les politiques et pratiques humanitaires sont confrontées et influencer les débats essentiels dans le secteur. Ce document fait partie de du programme intégré HPG Populations, Pouvoir et Capacité (People, Power and Agency IP). Les auteures tiennent à remercier les donateurs du HPG IP dont le financement nous permet de poursuivre le programme de recherche.

À propos des auteures

Véronique Barbelet est consultante indépendante et associée de recherche du HPG à ODI.

Kessy Martine Ekomo Soignet est la fondatrice, PDG et consultante principale de Peace and Development Watch (PDW-CAR).

Marina Clarisse Yidong est responsable de recherche à PDW-CAR.

Contents

Remerciements / 3

Liste des encadrés et des figures / 5

Acronymes / 6

Résumé / 7

Contexte / 7

Aperçu de l'étude / 7

Résultats / 8

Recommandations / 9

1 Introduction / 11

1.1 Contexte / 11

1.2 Méthodologie / 11

1.3 Contexte et dynamique des conflits / 14

2 Engagement des communautés avec les acteurs armés / 18

2.1 Processus d'engagement des communautés avec les acteurs armés / 18

2.2 Facteurs influant sur les paramètres de l'engagement entre les communautés et les acteurs armés / 32

2.3 La fermeture de l'espace de dialogue / 35

3 Interventions externes pour réduire et prévenir les risques de protection et la violence / 37

3.1 Médiation humanitaire en RCA de 2014 à 2016 / 37

3.2 Défis et opportunités pour la médiation humanitaire et autres approches visant à réduire le risque de violence et de protection en RCA / 49

4 Action communautaire et interventions extérieures: défis, risques et opportunités / 55

4.1 Aider les communautés à engager les acteurs armés / 55

4.2 La prolifération des comités / 56

4.3 Les possibilités et limites du rôle des médiateurs et des négociateurs internes à la communauté / 58

4.4 Défis posés par la dynamique actuelle des conflits au regard de la prévention et de la réduction des risques de protection et de la violence / 59

4.5 Complémentarité entre acteurs de paix, acteurs humanitaires et acteurs de protection pour la prévention des risques de violence / 60

5 **Conclusion : prévenir et réduire les risques de protection et la violence** / 64

Références / 67

Annexe 1 **Contextes locaux et dynamique des conflits** / 70

Liste des encadrés et des figures

Boxes

Encadré 1 Les 10 étapes et les 10 principes de la médiation humanitaire / 38

Encadré 2 Le quartier PK5 à Bangui / 41

Encadré 3 Médiation humanitaire: l'innovation en pleine crise / 50

Encadré 4 La fragmentation de la Séléka à Bria / 71

Figures

Figure 1 Réponses à l'enquête sur l'impact des campagnes de médiation humanitaire, par localité / 44

Acronymes

3R	Retour, Réclamation et Réhabilitation
APPR	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
RCA	République centrafricaine
CLA	assistant de liaison communautaire
CLPR	Comités Locaux de Paix et Réconciliation
CPC	Coalition des patriotes pour le changement
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix
DRC	Danish Refugee Council
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
HPG	Groupe de politique humanitaire
PDI	personne déplacée interne
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MISCA	Mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous conduite africaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
ONG	organisation non gouvernementale
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OFCA	Organisation de la femme centrafricaine
UFDR	Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement
ONU	Nations Unies
UPC	Union pour la paix en Centrafrique

Résumé

Contexte

Les principaux conflits en République centrafricaine (RCA) ont conduit à des actes de violence contre les civils. Entre autres, ont été signalés des déplacements forcés, des tortures, des arrestations et détentions arbitraires, des exécutions extrajudiciaires, le recrutement et l'utilisation d'enfants par des acteurs armés non étatiques, des actes de violence sexuelle et la violation du droit à la liberté de circulation (OCHA, 2021). La population centrafricaine a longtemps souffert d'une absence de l'État hors de la capitale Bangui et a dû gérer la présence d'acteurs armés pendant de nombreuses années. Certains acteurs armés se sont constitués pour protéger les populations civiles. Cependant, ils sont trop souvent devenus des menaces directes de violence, de coercition et de privation délibérée pour ces communautés. Cette même tendance se manifeste aujourd'hui avec le retour des autorités étatiques hors de la capitale Bangui suite aux offensives des Forces armées centrafricaines (FACA) et de ses forces alliées (Groupe Wagner et forces armées rwandaises).

Pour répondre à ces conflits, réduire la violence et protéger les civils, de nombreux acteurs humanitaires, de protection et de consolidation de la paix sont actifs en RCA, y compris la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). C'est le contexte dans lequel cette étude examine la manière dont les communautés engagent les acteurs armés, et les implications pour les acteurs de paix, humanitaires et de protection.

Aperçu de l'étude

Cette étude vise à répondre à trois questions centrales de recherche :

1. Quel est le rôle des communautés dans le développement et la structuration de l'engagement avec les acteurs armés pour renforcer leur protection ?
2. Quels facteurs, actions et acteurs ont une influence sur les termes de l'engagement entre les communautés et les acteurs armés ?
3. Quelles possibilités, défis et risques rencontrent les acteurs nationaux et internationaux de la paix, de la protection et de l'aide humanitaire pour adapter leur approche sur la base d'une meilleure compréhension de l'engagement des communautés avec les acteurs armés ?

Des discussions de groupe et des entretiens ont été menés avec des membres de la communauté à Bria, Bambari et Mbaïki en juillet 2023. Un total de 15 entretiens et 30 groupes de discussion ont été menés, représentant 308 personnes consultées. Au total, 35 entretiens ont été menés avec des acteurs internationaux et nationaux de la paix, de l'aide humanitaire et de la protection entre février et juillet 2023. En outre, des données historiques recueillies par le Norwegian Refugee Council en 2018 sur les interventions de médiation humanitaire ont été mises à disposition de la présente étude pour analyser dans quelle mesure les interventions de médiation humanitaire contribuent à réduire la violence, la

coercition et les privations délibérées. Les interventions de médiation humanitaire examinées ont été menées par le Danish Refugee Council à Boda et dans le quartier PK5 de Bangui entre 2014 et 2015, et par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Dékoa et dans le quartier Boeing de Bangui en 2015 et 2016.

Résultats

Les communautés exercent souvent une influence considérable sur les acteurs armés au niveau communautaire. Cela se produit souvent au-dessous du radar et n'est généralement pas reconnu. Cette étude montre que les communautés choisissent judicieusement quels groupes communautaires ou individus ont le pouvoir et l'influence sur les acteurs armés. Il s'agit souvent d'individus ou de groupes ayant une influence morale ou culturelle plus que politique sur les acteurs armés. La persuasion et la rémunération sont les stratégies essentielles qu'ils utilisent pour les influencer. L'étude montre également que les communautés ont une influence sur des acteurs armés spécifiques : souvent ceux qui sont plus ancrés dans la communauté et décentralisés, car ils offrent des points d'entrée plus faciles pour les négociateurs internes à la communauté. Enfin, l'étude montre que les communautés ont tendance à avoir une influence sur certains types de violence quotidienne qui les touchent et sur l'utilisation des ressources et des actifs pour encourager la retenue des acteurs armés.

Trop souvent, les interventions extérieures (en particulier du gouvernement ou des organisations humanitaires) gênent et entravent ces efforts communautaires, la capacité d'agir des communautés et l'activisme citoyen des négociateurs internes à la communauté. La prévention et la réduction des risques de violence ne peuvent ignorer les efforts que les communautés déploient elles-mêmes et leur capacité d'agir dans leur engagement avec les acteurs armés. Au contraire, lorsqu'ils cherchent à réduire les risques de violence, les acteurs extérieurs devraient toujours partir de ce que les communautés font déjà plutôt que d'imposer des approches externes. Ils doivent se concentrer sur le soutien aux besoins des communautés dans leur engagement et les aider seulement lorsque la situation dégénère au point que la médiation et la négociation communautaires ne sont plus viables ou efficaces. L'approche doit toujours avoir pour objectif de rétablir la médiation et la négociation au sein de la communauté et de renforcer les propres capacités des communautés à réduire et à prévenir le risque de violence et de protection. Les acteurs extérieurs tels que les organisations humanitaires et de paix doivent s'impliquer auprès de ces communautés et communiquer ce qu'ils peuvent offrir pour les soutenir, comme la réouverture d'espaces de dialogue par une approche de médiation humanitaire le cas échéant.

Cette étude en RCA souligne que les acteurs de paix ont tendance à offrir ce soutien beaucoup plus que les acteurs humanitaires. Ceci s'explique par le fait que les acteurs de paix mettent l'accent sur des approches localisées, basées sur la proximité et la présence, et éclairées par une analyse continue des conflits et des dynamiques communautaires.

Les acteurs humanitaires peuvent jouer un rôle complémentaire important par rapport aux acteurs de paix en aidant les communautés à prévenir et à réduire les dommages causés aux civils. En RCA, nous constatons également que les acteurs humanitaires de la protection participent davantage aux activités

de prévention. Les données concernant la médiation humanitaire démontrent sans équivoque le potentiel incroyable que cette approche offre pour réduire le risque de violence. Cette étude souligne que même lorsque la médiation humanitaire a eu un impact moins durable, elle a tout de même contribué à réduire globalement la violence et à renforcer les capacités communautaires de médiation et de règlement pacifique des conflits.

Pour être plus efficaces dans la réduction et la prévention de la violence, les acteurs humanitaires de la protection pourraient tirer des enseignements de l'expérience des acteurs de paix, en particulier la manière dont ils travaillent avec les communautés, les analyses qu'ils effectuent et leurs approches de transformation des conflits. Pour cela, les organisations humanitaires doivent réfléchir à leur présence et à leur proximité avec les communautés dans des situations instables et précaires ainsi qu'à leur capacité à être flexibles et réactives. Il ne s'agit pas de chercher à remplacer le rôle des acteurs de paix, mais de compléter leur expertise et faire en sorte que, par des approches progressives, chacun tire parti de l'impact de l'autre.

En RCA, il existe une collaboration entre les acteurs de paix et les acteurs humanitaires de protection, mais il y a des possibilités de renforcer leur complémentarité. En particulier, des possibilités existent de travail conjoint sur l'analyse des conflits, la programmation sensible aux conflits et la compréhension de la dynamique communautaire.

Recommandations

L'étude propose ainsi les recommandations suivantes :

- Reconnaître et fonder la programmation sur la capacité d'agir des communautés dans ce qu'elles font déjà pour réduire et prévenir les risques de violence et de protection par l'engagement avec les acteurs armés.
- Investir dans les organisations communautaires et les groupes de la société civile locale, en particulier les groupes de la société civile dirigés par des jeunes et des femmes, pour accroître la résilience des communautés dans les conflits. En effet, ces groupes peuvent s'avérer essentiels à la capacité d'une communauté à réduire et à prévenir la violence dans les conflits.
- Les donateurs doivent veiller à ce que les fonds destinés à la réduction et à la prévention du risque de violence soient souples et à long terme. Ils doivent aussi considérer que les processus de dialogue, d'engagement et de médiation réussissent en tant que processus en soi et pas seulement s'ils débouchent sur des accords.
- Les donateurs doivent veiller à ce que les fonds soient suffisants pour que les organisations s'occupant de la réduction de la violence et de la consolidation de la paix soient présentes même pendant le pic d'un conflit et dans les situations d'urgence. Pour ce faire, les donateurs doivent

consacrer aux activités et aux initiatives locales de consolidation de la paix un financement d'un pourcentage suffisant par rapport à leur soutien aux processus de diplomatie officielle (Track 1). Cela devrait suivre les conclusions du présent rapport, qui soulignent les possibilités d'accords de paix locaux et de réduction de la violence au niveau local, même lorsque les processus de paix de la diplomatie officielle (Track 1) au niveau national échouent.

- Aider les acteurs humanitaires de protection et les acteurs humanitaires à adopter plus systématiquement des approches sensibles aux conflits, fondées sur une analyse solide de la sensibilité aux conflits, une analyse des conflits et une analyse de la dynamique communautaire, en travaillant conjointement avec les acteurs de paix, notamment par le biais de consortiums. Pour ce faire, les organisations humanitaires devront travailler de manière plus réactive et flexible, et s'attaquer à la rigidité de leurs approches.
- Aider à financer la médiation humanitaire et investir dans l'apprentissage et la collecte de données probantes sur son impact. Investir dans la communication stratégique avec les donateurs sur les résultats et l'impact de cette approche dans la réduction et la prévention de la violence.
- Veiller à ce que toutes les analyses des conflits comprennent une analyse de la dynamique communautaire et de la gouvernance (formelle et informelle) pour mieux comprendre et intégrer la manière dont les communautés s'organisent, prennent des décisions, s'adaptent à la dynamique des conflits et gèrent l'émergence de nouveaux acteurs armés et la présence des autorités locales. Cela doit inclure une analyse de l'impact qu'a la dynamique du contexte sur la manière dont le pouvoir et les rôles des autorités traditionnelles changent.
- Financer la réduction de la violence et des risques de protection en RCA avec une diversité d'acteurs de paix et de protection pour faire le lien entre les outils de médiation humanitaire/d'urgence, les approches de protection communautaires et de cohésion sociale menées par les communautés, et le renforcement des capacités communautaires pour la gestion et la résolution pacifiques des conflits. Utiliser une approche de consortium pour rassembler différents acteurs humanitaires, de paix et de protection ainsi qu'un éventail varié d'acteurs locaux, nationaux et internationaux.
- Investir dans le renforcement des capacités des négociateurs et des médiateurs internes à la communauté, notamment en soutenant les médiateurs nationaux qui peuvent prendre le relais lorsque la situation ne permet plus aux négociateurs et aux médiateurs internes à la communauté de jouer ce rôle. Soutenir les capacités de médiation au niveau national en soutenant les réseaux existants de médiateurs centrafricains.
- Considérer le travail sur la diversité et l'inclusion dans les approches communautaires comme un parcours dans le temps. Encourager la communauté à réfléchir sur l'inclusion et la diversité, en mettant l'accent sur les jeunes femmes, plutôt que d'imposer des comités mixtes. Travailler avec des femmes plus établies dans la communauté pour encourager l'inclusion des jeunes femmes. Travailler aussi avec les réseaux existants de la société civile en RCA tels que l'Organisation de la femme centrafricaine (OFCA).

1 Introduction

1.1 Contexte

La RCA a connu de nombreux conflits différents. Ces conflits ont entraîné des violences à l'encontre de civils, notamment : déplacements forcés,¹ actes de torture, arrestations et détentions arbitraires, exécutions extrajudiciaires, recrutement et utilisation d'enfants par des acteurs armés non étatiques, violences sexuelles et violation du droit à la liberté de circulation (OCHA, 2021). La population centrafricaine a longtemps souffert d'une absence de l'État hors de la capitale Bangui et a dû gérer la présence d'acteurs armés. Certains acteurs armés se sont constitués pour protéger les populations civiles. Cependant, ils sont trop souvent devenus des menaces directes de violence, de coercition et de privation délibérée pour ces communautés. Cette même tendance se manifeste aujourd'hui avec le retour des autorités étatiques hors de la capitale Bangui suite aux offensives des Forces armées centrafricaines (FACA) et de ses forces alliées (Groupe Wagner et forces armées rwandaises).

Pour répondre à ces conflits, réduire la violence et protéger les civils, de nombreux acteurs humanitaires, de protection et de consolidation de la paix sont actifs en RCA, y compris MINUSCA. C'est le contexte dans lequel cette étude examine la manière dont les communautés engagent les acteurs armés, et les implications pour les acteurs de paix, humanitaires et de protection. La RCA offre la possibilité d'explorer ces questions à travers plusieurs types de conflits, plusieurs types d'acteurs armés et différentes configurations de communautés. En outre, les réponses à divers cycles de violence permettent d'observer les interventions de différents types d'acteurs dont une opération de maintien de la paix, et d'étudier des pratiques telles que la médiation humanitaire.

1.2 Méthodologie

1.2.1 Aperçu de l'étude et définition des termes

Cette étude² vise à répondre à trois questions centrales de recherche :

1. Quel est le rôle des communautés dans le développement et la structuration de l'engagement avec les acteurs armés pour renforcer leur protection ?

1 Les déplacements forcés ont été particulièrement importants fin 2013 et début 2014 avec le recul de la Séléka. Certaines régions, comme la Lobaye, dont la population était traditionnellement mixte chrétienne-musulmane, ont vu leurs populations musulmanes expulsées en raison d'attaques ciblées des Anti-balaka. Il ne restait plus qu'une enclave de musulmans à Boda à l'époque.

2 Ce travail s'inscrit dans le cadre du Programme intégré du groupe de politique humanitaire de l'ODI (HPG, 2022). Cette étude de cas sur la RCA fait partie d'un projet de recherche plus vaste qui comprend un examen de la littérature et de la pratique (Davies et al., 2023), une autre étude de cas (Soudan du Sud), des leçons de différentes pratiques au niveau mondial et un rapport final.

2. Quels facteurs, actions et acteurs ont une influence sur les termes de l'engagement entre les communautés et les acteurs armés ?
3. Quelles possibilités, défis et risques rencontrent les acteurs nationaux et internationaux de la paix, de la protection et de l'aide humanitaire pour adapter leur approche sur la base d'une meilleure compréhension de l'engagement des communautés avec les acteurs armés ?

Le terme « communauté » est complexe et de multiples définitions existent. Aucune de ces définitions n'est parfaite. Nous comprenons la communauté comme un groupe de population qui partage des liens culturels, sociaux et économiques et qui vit souvent (mais pas seulement) dans les mêmes régions géographiques. Les frontières communautaires sont fluides et changent avec le temps, surtout en période de violence extrême, et peuvent comporter de multiples sous-communautés organisées autour de valeurs, de principes, de liens de parenté, de religions, etc.

De même, la frontière entre la communauté et les acteurs armés est souvent floue. C'est notamment le cas en RCA où les acteurs armés sont souvent originaires de leurs propres communautés et y sont basés. De plus, les communautés ne sont pas homogènes. Différents individus de la communauté peuvent être confrontés et être touchés différemment par les conflits et la violence. Ils peuvent également avoir un pouvoir décisionnel et participatif différent dans les affaires collectives de la communauté, et ainsi bénéficier plus ou moins de l'engagement des communautés avec les acteurs armés.

De même, l'étude adopte une définition large du terme « acteurs armés ». Aucune définition stricte n'a été imposée et les communautés étaient libres de parler des acteurs armés qui présentent pour elles un risque de violence, de coercition et de privation. En RCA, ces acteurs armés comprennent : des groupes armés non étatiques centralisés et décentralisés ayant des structures, des modes de fonctionnement et des objectifs différents (politiques, économiques, criminels) ; des groupes armés intégrés dans la communauté, y compris des éleveurs pastoraux armés ; l'armée nationale (FACA) ; et des forces alliées bilatérales (Groupe Wagner et forces armées rwandaises). Un certain nombre de forces de maintien de la paix ont également été présentes en RCA notamment la MINUSCA qui est toujours active à ce jour.

1.2.2 Collecte de données

La collecte des données a été effectuée en trois phases distinctes. Premièrement, pour mieux comprendre l'engagement des communautés avec les acteurs armés pour réduire et prévenir la violence, des discussions de groupe et des entretiens ont été menés avec des membres des communautés à Bria, Bambari et Mbaïki en juillet 2023. Ces trois localités ont été choisies pour explorer différentes dynamiques de conflit et de configurations communautaires. Les discussions de groupes dirigées ont recueilli les expériences et les observations de différents membres de la communauté sur l'engagement avec les acteurs armés et ont inclus divers groupes démographiques, y compris des groupes potentiellement marginalisés et/ou moins puissants. Les discussions de groupes ont porté sur les hommes, les femmes, les populations musulmanes, les populations chrétiennes et autres populations non-musulmanes, les jeunes, les ex-combattants, les personnes déplacées internes (PDI)

13 Document de travail HPG

et les rapatriés. Les entretiens ont permis de recueillir les expériences des dirigeants communautaires, des chefs religieux, des autorités coutumières, des autorités locales et des coordonnateurs des comités locaux, ainsi que celles des membres de la communauté qui se sont portés volontaires comme négociateurs et médiateurs au nom de leur communauté pour engager les acteurs armés. Un total de 15 entretiens et 30 groupes de discussion ont été menés, représentant 308 personnes consultées.

Deuxièmement, neuf entretiens préliminaires ont été menés pour préparer et contextualiser l'étude. Pour explorer comment les acteurs extérieurs à la communauté réduisent et préviennent les risques de violence, 26 entretiens à distance ont été menés avec des acteurs nationaux (5) et internationaux (22) de paix (8), humanitaires et de protection (14), et d'autres acteurs extérieurs aux communautés (4) entre février et juillet 2023.

Troisièmement, l'étude a bénéficié des données historiques recueillies par le Norwegian Refugee Council (NRC) en 2018 sur les interventions de médiation humanitaire menées par le Danish Refugee Council (DRC) à Boda et dans le quartier PK5 de Bangui (2014-2015) et OCHA à Dékoa et dans le quartier Boeing de Bangui en 2015 et 2016. Ces données ont été recueillies par le personnel de NRC au moyen d'entretiens et d'un questionnaire auprès de 78 personnes ayant participé à la médiation humanitaire, dont 40 à Boda, 17 à Dékoa, 14 à Boeing (Bangui) et 7 à PK5 (Bangui). L'analyse de ces données est présentée au chapitre 3 du présent document de travail.

1.2.3 Limites de la recherche

Le taux de réponse aux entretiens avec les acteurs de paix, humanitaires et de protection a été relativement faible. 62 demandes d'entretien ont été envoyées entre février et juillet 2023, et un taux de réponse positive de 42%. En particulier, les opinions des principaux acteurs des Nations Unies (ONU), y compris la coordination du cluster protection, les organisations locales et nationales et les donateurs, sont toutes sous-représentées dans les données. Le faible taux de réponse des acteurs humanitaires, de paix, et de protection rend difficile l'identification des tendances. Les résultats tirés de ces entretiens sont donc relativement anecdotiques.

Les données et analyses sur les médiations humanitaires en 2015 et 2016 sont basées sur la mémoire des participants en 2018 (soit entre deux et trois ans après l'intervention), et sur la mémoire des intervenants en 2023 (soit entre sept et huit ans après leurs interventions). Comme plusieurs processus de médiation ont eu lieu dans certaines localités, il n'est pas toujours facile de corréliser les données à un processus de médiation spécifique. De même, certains intervenants ont des souvenirs contradictoires de ces processus de médiation.

Les acteurs communautaires tels que les jeunes, les femmes ou les représentants et dirigeants communautaires peinent à faire la différence entre les initiatives spontanées lancées par leur communauté et celles mises en œuvre en partenariat avec des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Cette situation entrave la collecte de données. L'équipe de recherche a pris le temps d'expliquer la différence entre ces deux types d'initiative avant chaque

entrevue et groupe de discussion. Bien que cette phase d'explication ait aidé à encadrer les échanges, elle a souvent eu un impact sur le temps alloué aux entrevues et aux groupes de discussion avec les communautés.

1.3 Contexte et dynamique des conflits

Malgré sa richesse en ressources naturelles et sa population d'environ 6,1 millions d'habitants, la RCA se classe en bas des indices du capital humain et du développement humain (PNUD, 2022). 71% de la population de la RCA vit sous le seuil de pauvreté (Banque mondiale, 2023). La situation humanitaire est alarmante. 56 % de la population (plus de trois millions de personnes) a besoin d'aide humanitaire et de protection en 2023, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2022 (OCHA, 2023a). En mai 2023, il y avait 475 000 PDI en RCA, et en août 2023, il y avait 744 000 réfugiés de RCA (OCHA, 2023b).

Depuis son indépendance de la France en 1960, la RCA a connu six coups d'État, entraînant des violences dans le pays et une relative instabilité. Après le coup d'État de François Bozizé en 2003, des acteurs armés non étatiques ont contrôlé une partie du pays, en particulier le nord. De 2004 à 2008, la RCA a connu sa première guerre civile entre ces différents acteurs armés non étatiques du nord et le gouvernement de François Bozizé. La deuxième guerre civile a commencé en décembre 2012 avec l'offensive de la Séléka (qui signifie « alliance » en Sango, la langue nationale), une coalition d'acteurs armés non étatiques principalement musulmans.³ La Séléka a pris la capitale Bangui en mars 2013 et a installé son chef, Michel Djotodia, à la présidence. Alors que Djotodia tentait de démanteler la Séléka, elle a commis de graves exactions contre la population civile dans la capitale et dans le reste du pays, notamment des pillages, des exécutions sommaires, des viols et des actes de torture (Human Rights Watch, 2013).

En réponse aux violences de la Séléka, des milices d'autodéfense à majorité chrétienne nommées Anti-balaka ont été créées pour protéger la population. En septembre 2013, les Anti-balaka ont ciblé des populations musulmanes perçues comme collaborant avec la Séléka. Le conflit a pris une dimension ethno-religieuse et intercommunautaire. Une violence extrême s'est développée entre communautés, Séléka et Anti-balaka.⁴ Alors que le conflit ne portait pas sur la doctrine religieuse, la religion est devenue un facteur identitaire polarisant souvent lié à des considérations socio-économiques et ethniques. En effet, en RCA, la population musulmane tend à être le principal acteur économique contrôlant des ressources telles que les mines, et la population non-musulmane tend à être surreprésentée dans la fonction publique et les bureaux gouvernementaux. Au fil des années,

3 La Séléka regroupait quatre entités armées (Union des forces démocratiques pour le rassemblement UFDR, Convention des patriotes pour la justice et la paix CPJP, Front démocratique du peuple centrafricain FDPC et Convention patriotique du salut du Kodro). Ces entités étaient indépendantes les unes des autres (et parfois rivales) et ont continué à exister après la dissolution de la Séléka (Vircoulon, 2020).

4 Avec la multiplication des groupes d'autodéfense, les conflits en RCA sont devenus de plus en plus ethno-religieux, tout en restant centrés sur l'identité plutôt que sur l'idéologie religieuse.

cela a entraîné une augmentation des griefs. En décembre 2014, Human Rights Watch estimait que 10 500 musulmans vivaient dans des enclaves gardées par des Casques bleus à Carnot, Yaloké, Boda et Berbérati, entre autres (Human Rights Watch, 2014).

Face aux violences, une force militaire bilatérale de l'armée française (les Sangaris) a été déployée ainsi qu'une force de maintien de la paix de l'Union africaine : la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), sous conduite africaine. En juillet 2014, un accord de cessez-le-feu a été signé. Il a laissé une situation sécuritaire précaire dans le pays sous le contrôle d'un gouvernement de transition mis en place en janvier 2014 avec Catherine Samba-Panza à la présidence. En septembre 2014, la MISCA a été remplacée par la MINUSCA. Au cœur du mandat de la mission se trouve le devoir de protéger la population et de soutenir la RCA dans sa reconstruction. Cependant, la MINUSCA et ses 13 000 soldats ont été largement critiqués par le gouvernement et la population pour leur inefficacité face aux attaques des acteurs armés non étatiques contre la population.⁵

En 2016, la situation sécuritaire s'est détériorée « malgré les progrès importants réalisés après la transition, tels que les mesures prises au niveau national pour le désarmement, la démobilisation, le rapatriement et la réintégration des groupes armés et la relance de la coopération régionale » (CSNU, 2017 : 2). En septembre et octobre 2016, la coalition Séléka a implosé en différentes factions. Les acteurs armés ont souvent rétabli leur configuration initiale en tant qu'acteurs armés non étatiques fondés sur l'identité ethnique et la communauté. Il en est résulté des affrontements locaux entre factions qui se sont aggravés et se sont généralisés dans tout le pays. Les combats entre les factions de l'ex-Séléka et les Anti-balaka se sont intensifiés, ces derniers lançant une chasse à l'homme et cherchant à se venger de la violence perpétrée par les ex-membres de la Séléka (ibid.).

La détérioration de la situation sécuritaire et l'objectif du gouvernement de reconquérir les territoires occupés par des acteurs armés non étatiques l'ont conduit à identifier de nouveaux soutiens. En 2017, après le rejet par le président français d'une demande de soutien militaire et après le départ de l'opération française Sangaris, la RCA s'est tournée vers le Rwanda et la Russie pour obtenir un soutien militaire. Depuis le 2 janvier 2020, les troupes rwandaises, déjà présentes dans les forces de maintien de la paix de l'ONU, ont également combattu directement aux côtés de l'armée de la RCA. En 2018, la Russie, à travers la société militaire privée du groupe Wagner, a commencé à former les FACA (Forces armées centrafricaines). Wagner est devenu le principal allié des FACA sur le terrain lors des combats contre les acteurs armés non étatiques.

5 Ces dernières années, la MINUSCA a également souffert d'une campagne proactive de fausses informations, de désinformation et de rumeurs à l'instigation de puissants politiciens qui avaient intérêt à affaiblir la légitimité de la MINUSCA. La MINUSCA s'est employée, notamment par l'intermédiaire de son Département des affaires civiles, à mieux coopérer avec les communautés, en particulier en déployant des officiers de liaison communautaires qui ont mieux informé sur la façon dont les forces se déploient pour assurer une meilleure protection des civils.

En 2019,⁶ un accord de paix, l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR) a été signé entre le gouvernement et 14 factions armées.⁷ Cet accord de paix a eu peu d'effet sur les activités et la présence des acteurs armés, qui continuent de contrôler de larges pans du territoire du pays. L'APPR, comme d'autres efforts de paix dans le passé, a eu tendance à se concentrer sur la médiation par la diplomatie officielle (diplomatie de Track 1, médiation politique de haut niveau), sans consacrer suffisamment d'efforts à résoudre la dynamique des conflits locaux et intercommunautaires.⁸

La tenue des élections présidentielles en décembre 2020 a entraîné une nouvelle phase du conflit avec la reprise des combats. Des acteurs armés non étatiques mécontents de la situation politique du pays ont créé une nouvelle coalition, réunissant ex-Séléka et Anti-balaka : la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).⁹ Le but principal de la CPC était d'empêcher la tenue des élections présidentielles le 27 décembre 2020. La CPC a échoué dans sa tentative de prendre la capitale Bangui en janvier 2021. Le Président Faustin-Archange Touadéra, élu en 2016 et réélu en 2020, a adopté une nouvelle stratégie face à la persistance des activités des acteurs armés non étatiques. Il a ordonné une contre-offensive des FACA, avec le soutien du groupe Wagner et des forces armées rwandaises. Depuis 2021, le gouvernement a repris le contrôle d'un grand nombre de villes permettant le contrôle du territoire et une plus grande présence de l'État en dehors de Bangui. Cependant, des acteurs armés non étatiques restent présents sur les routes et dans les zones rurales. Les forces de Wagner sont également devenues une menace importante pour la population civile, en particulier dans les régions minières du nord et dans les zones forestières du sud-ouest.

En 2021, le Groupe d'experts des Nations Unies sur la République centrafricaine a alerté le Conseil de sécurité de la conduite des mercenaires du Groupe Wagner et sur les menaces qu'ils représentent pour la population.

Des informations font état d'exécutions sommaires massives, de détentions arbitraires, de tortures

- 6 La RCA a conclu de nombreux accords de paix entre 2013 et 2023. L'APPR 2019 est le plus significatif. Cependant, tous les efforts n'ont pas permis d'établir la sécurité et la paix dans le pays.
- 7 Parmi les signataires de l'APPR figurent : l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), l'Union des forces républicaines-fondamentales, la Séléka Rénovée, l'Union des forces républicaines, le mouvement Révolution et Justice aile Sayo, le mouvement Révolution et Justice aile Belanga, Retour Réclamation et Réhabilitation (3R), le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique, le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), le FDPC, le mouvement Anti-balaka-aile Ngaissona et le mouvement Anti-balaka aile Mokom.
- 8 Comme indiqué plus loin dans le document, un certain nombre d'organisations de consolidation de la paix et certains acteurs de protection travaillent activement sur la dynamique des conflits locaux et intercommunautaires. Le gouvernement a également investi dans des comités locaux pour la paix et la réconciliation afin d'assurer la participation locale à l'APPR. Toutefois, l'ampleur du financement et des efforts déployés pour appuyer le règlement des conflits locaux et intercommunautaires n'est pas comparable à celle des processus de diplomatie officielle (Track 1).
- 9 La CPC comprend le MPC, le FPRC, les 3R, UPC et deux factions Anti-balaka (CSNU, 2021).

pendant les interrogatoires, de disparitions forcées, de déplacements forcés de population civile, d'attaques aveugles contre des installations civiles, de violations du droit à la santé et de la multiplication des attaques contre les acteurs humanitaires.

(Nations Unies, 2021)

Le groupe Wagner est également accusé d'avoir développé une stratégie de désinformation et de propagation de rumeurs contre la présence occidentale, plus précisément la France et la MINUSCA. La société civile centrafricaine a le sentiment que les libertés civiles ont été érodées étant donné l'absence de réponse et de protection de la part de l'État contre les abus de Wagner. En conséquence, elle a peur de dénoncer les abus commis par Wagner ou les FACA. En 2023, une enquête menée par le groupe de recherche The Sentry a mis en évidence comment Wagner cherche de plus en plus à contrôler l'État et l'armée de la RCA (The Sentry, 2023).

Parallèlement à ces crises politiques et sécuritaires, les conflits historiques entre éleveurs et agriculteurs sont d'une plus grande violence, car la présence d'acteurs armés sur les routes pastorales conduit les éleveurs à détourner les routes traditionnelles vers de nouvelles zones et à s'armer pour se défendre. Cette situation est aggravée par la disponibilité d'armes légères favorisée par les conflits dans la région et par le fait que certains éleveurs se rapprochent des acteurs armés non étatiques et les aident parfois pour le transport des armes légères à travers les frontières.¹⁰

Selon Vircoulon, la présence d'acteurs armés non étatiques en RCA est due à la disponibilité de «soldats perdus» des guerres au Tchad et au Darfour qui se sont reconvertis dans «le banditisme rural, le braconnage et le mercenariat» (Vircoulon, 2020 : 11). Ces «soldats perdus» ont été utilisés par des politiciens comme François Bozizé pour prendre le pouvoir. Lorsque ces politiciens prennent le pouvoir, ces «soldats perdus» n'en tirent pas toujours profit et retournent dans les zones rurales et minières pour s'enrichir.¹¹ L'autre raison de la présence d'acteurs armés non étatiques est «le besoin de légitime défense qui se manifeste dans les régions périphériques de la République centrafricaine depuis près de trente ans» (ibid. : 12). Les richesses du pays, comme son sous-sol riche en or et en diamants, ses gisements de pétrole inexploités et ses vastes ressources forestières, favorisent également les intérêts et la survie économique des acteurs armés non étatiques.

10 L'augmentation des conflits violents entre éleveurs et agriculteurs a été particulièrement significative entre 2013 et 2019. Au cours des quatre à cinq dernières années, les conflits violents entre éleveurs et agriculteurs ont lentement, mais régulièrement diminué.

11 C'est le cas du FDPC d'Abdulaye Miskine (Vircoulon, 2020).

2 Engagement des communautés avec les acteurs armés

2.1 Processus d'engagement des communautés avec les acteurs armés

Dans tous les contextes couverts par l'étude, deux acteurs armés non étatiques ou plus étaient présents. Au cours de la recherche dans les communautés, il a été constaté que le processus d'engagement des communautés était très similaire. Chaque région présente toutefois certaines spécificités.

2.1.1 Bria

Contexte

Située à 580 km au nord-est de la capitale Bangui, Bria est connue pour son dynamisme économique en raison de la présence de sites miniers et d'un grand nombre de bureaux d'achat d'or et de diamants. Ce dynamisme économique a attiré des communautés diverses, facilitant le brassage ethnique. Avant la crise de 2013, la ville de Bria était déjà assiégée par des acteurs armés non étatiques, qui y voyaient une zone stratégique. Cela a facilité la création de la Séléka, dont certains membres étaient déjà actifs dans la ville.¹² Bien que ces acteurs comprennent souvent des individus appartenant à des groupes ethniques et religieux différents, les violences survenues entre la Séléka et les Anti-balaka à partir de 2013 ont cimenté une organisation identitaire de la violence avec une division claire entre chrétiens et musulmans.

En 2013, avec la formation et la présence de la Séléka, Bria a connu une série de massacres visant principalement des populations non-musulmanes. En conséquence, les populations non-musulmanes ont trouvé refuge devant la base de la MINUSCA située à 3 km du centre-ville de Bria. Le camp de PDI nommé « PK3 » est devenu le plus grand de la RCA et, au plus fort de la crise, il abritait plus de 50 000 personnes. La violence a également poussé les autorités locales et administratives à quitter Bria, plaçant les communautés de facto sous la gouvernance d'acteurs armés non étatiques. Face aux violences de la Séléka, une section Anti-balaka a été créée par de jeunes déplacés du camp PK3. Les activités, les objectifs et les intérêts des Anti-balaka à Bria sont restés très localisés. Au début, ils avaient pour objectif de protéger le PK3 et la majorité des communautés non-musulmanes qui y vivaient contre les acteurs de la Séléka ou de l'ex-Séléka. Au fil du temps, ils se sont aussi donné pour objectif de contrôler la population afin de satisfaire leurs intérêts économiques par une taxation illégale. Le caractère

12 Composés majoritairement de membres de l'ethnie Goula, ces acteurs armés nourrissent des griefs sociopolitiques, accusant l'État central de discrimination historique à l'égard de leur communauté. Ces griefs se sont ajoutés aux tensions interethniques et historiques entre les Goulas et les Rounga, ce qui a conduit à des combats et au déplacement forcé des populations de la région.

intercommunautaire du conflit et de la violence a divisé la population de Bria en quatre zones distinctes qui suivaient les tendances démographiques¹³ déjà existantes sous la gouvernance de différents acteurs armés.¹⁴

La cohabitation avec des acteurs armés a eu des répercussions physiques et psychologiques sur les populations de Bria qui ont subi des taxes illégales, une limitation de la liberté de circulation des biens et des personnes, la destruction de biens matériels et des cas de torture, de meurtres, de massacres, d'arrestations arbitraires et de violences sexuelles contre les femmes et les filles. Les acteurs armés ont repris le rôle des autorités locales en instaurant une série de taxes sur les biens et les transports dans les quartiers sous leur contrôle et sur les routes. La présence d'acteurs armés a également eu des répercussions négatives secondaires. La multiplication des discours haineux, de la désinformation et de la fausse information est venue s'ajouter à la désintégration du tissu social déjà fortement affecté par la violence intercommunautaire.

Stratégies, priorités et objectifs communautaires

La principale stratégie des communautés de Bria pour se protéger contre la violence a été de créer des enclaves plus homogènes ethniquement et religieusement. Pour certains, comme les non-musulmans vivant dans des quartiers majoritairement musulmans ou mixtes, cela impliquait de déménager dans le camp de PDI du PK3. La création de ces communautés a également permis à des acteurs armés non étatiques de s'organiser autour de leurs zones géographiques pour protéger les groupes ethniques et religieux qu'ils représentaient, par exemple l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), qui se considère historiquement comme le protecteur des Peuls, et les Anti-balaka (le protecteur des populations non-musulmanes).

Les communautés de Bria ont également engagé des acteurs armés non étatiques pour réduire le risque de violence au sein de leur propre communauté, mais aussi entre les communautés et différents acteurs armés non étatiques. Au sein des communautés elles-mêmes, l'objectif de cet engagement était principalement de réduire les comportements nuisibles des acteurs armés non étatiques tels que la violence physique, la violence sexuelle et les taxations abusives. L'engagement entre communautés et avec divers acteurs armés non étatiques était axé plus particulièrement sur le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale, la réduction des tensions et la facilitation de la circulation des biens et des personnes.

13 Par exemple, avant la crise de 2013, le groupe Gobolo était déjà majoritairement habité par des Peuls sédentaires. Après le début de la crise, Gobolo est devenu 100 % peul.

14 (1) Le PK3 avec la population non-musulmane de Bria sous le contrôle des Anti-balaka. (2) Gobolo avec la population peule sédentaire de Bria sous le contrôle de la Séléka peule puis de l'UPC. (3) Bornou avec la population musulmane non peule de Bria sous contrôle de la Séléka musulmane puis du FPRC. (3) Le Centre-ville, zone historiquement mixte ethniquement et religieusement devenue principalement peuplée de musulmans non peuls à la suite du conflit intercommunautaire entre la Séléka et les Anti-balaka sous le contrôle de la Séléka musulmane.

Engagement au sein du PK3 avec les Anti-balaka

Dans le PK3, les Anti-balaka cohabitaient avec la communauté et en étaient directement issus : ils étaient donc des voisins, des membres de la famille et des connaissances. Comme les Anti-balaka avaient initialement pour but de protéger la communauté contre la Séléka et d'autres acteurs armés anciennement associés à la Séléka, ils ont d'abord trouvé un soutien dans la communauté. Cependant, avec le temps, les Anti-balaka sont devenus une menace importante pour la communauté. La communauté a cherché une solution par un engagement avec eux. Cependant, les Anti-balaka du PK3 cherchaient à démanteler les structures d'autorité traditionnelles. Ils considéraient qu'elles entraient en concurrence avec leur propre autorité et qu'elles affaiblissaient donc leur rôle. Historiquement, le rôle des autorités traditionnelles était de gérer les conflits au sein des communautés, mais ce rôle a été considérablement affaibli par la présence des Anti-balaka, qui se sont imposés comme seule autorité.

Le premier objectif de l'engagement de la communauté du PK3 avec les Anti-balaka était de réduire la violence quotidienne, y compris la violence physique, la violence sexuelle, les enlèvements et les arrestations arbitraires. Des responsables religieux des églises baptiste, évangéliste et catholique se sont portés volontaires pour assumer ce rôle. Ils n'étaient pas nécessairement nommés par la communauté, mais avaient une autorité tacite en tant que garants de la moralité. Ils étaient aussi bien placés en raison de la relation fluide qui existe entre les guérisseurs animistes et la religion chrétienne. Ces guérisseurs animistes ont une forte autorité dans la communauté et jouent un rôle clé dans les croyances et la spiritualité des Anti-balaka. Ces derniers utilisent leurs charmes et amulettes pour se protéger lors des combats. Beaucoup de guérisseurs animistes utilisent la Bible et croient que leur pouvoir vient de Dieu. Il y avait donc des points d'entrée pour engager par l'intermédiaire de la foi, y compris des symboles et des rituels.

Les chefs religieux ont engagé les Anti-balaka directement, mais aussi indirectement par l'entremise des guérisseurs animistes, pour influencer leur comportement. Ils ont utilisé trois approches :

1. Sensibilisation pour rappeler aux Anti-balaka l'importance de la non-violence, de la paix et du vivre ensemble, parfois à l'aide de textes religieux.
2. Engagement direct et négociation pour tenter de contenir la conduite violente des Anti-balaka.
3. Coaching et soutien des membres des Anti-balaka.

L'approche de sensibilisation était le fondement de tout engagement avec les Anti-balaka et constituait une étape importante, qui devait être répétée, pour établir que la communauté acceptait la présence de l'acteur armé, mais que la violence quotidienne et l'insécurité rendraient difficile le vivre-ensemble dans la communauté.

Un engagement direct et des négociations ont été utilisés pour gérer des situations spécifiques (par exemple viol, arrestation arbitraire) et quand certains comportements ont dégénéré (par exemple, augmentation de la violence générale, augmentation des impôts). Ici, les chefs religieux ont utilisé la peur du châtement de Dieu pour un comportement immoral ou impie comme argument pour encourager un changement de comportement. Une des négociations menées par les chefs religieux

a abouti à un accord selon lequel ils collecteraient les impôts au lieu des Anti-balaka, ces derniers ayant tendance à être violents. Un autre succès a été la réduction de la fiscalité. Les chefs religieux ont expliqué aux Anti-balaka que le niveau d'imposition était au-dessus des moyens des communautés, ce qui avait des conséquences importantes sur la capacité des Anti-balaka à compter sur la population pour certaines ressources essentielles comme la nourriture.

Le coaching et le soutien aux membres des Anti-balaka étaient axés sur l'accompagnement de ces individus pour qu'ils puissent se projeter dans l'avenir. C'est l'approche que les chefs religieux ont finalement utilisée pour soutenir un processus informel de démobilisation des membres des Anti-balaka. Les chefs religieux ont joué un rôle important à Bria en aidant les acteurs armés à suivre un processus de confession et de pardon qui leur a permis de réintégrer la vie communautaire en tant que civils.¹⁵

En collaboration avec les chefs religieux, des femmes chrétiennes ont également joué un rôle important dans la réduction de la violence Anti-balaka par la sensibilisation et la négociation. À Bria, il s'agissait principalement de femmes plus âgées, respectées au sein de l'Église et avec un certain statut social, souvent veuves à la suite d'exactions commises par la Séléka. Comme décrit plus loin, alors que les chefs religieux étaient considérés comme des garants de la moralité, ces femmes symbolisaient l'autorité maternelle pour toute la communauté. Elles ont cherché à exercer une influence sur les Anti-balaka en tirant parti des perceptions de l'autorité maternelle et de la mère nourricière. En effet, beaucoup de ces femmes ont pris la responsabilité de s'occuper d'enfants rendus orphelins par le conflit avec la Séléka. Ce rôle leur a apporté le respect de toute la communauté, y compris des membres des Anti-balaka.

Ces femmes utilisaient les tontines (associations collectives d'épargne)¹⁶ comme espace de dialogue avec les femmes de tous âges de la communauté. Ainsi, elles ont pu recueillir l'opinion de nombreuses femmes de la communauté pour éclairer le dialogue qu'elles avaient alors avec les Anti-balaka. Ces tontines ont également été utilisées pour que les femmes impliquées dans l'engagement avec les Anti-balaka puissent informer et mettre à jour les autres femmes de la communauté sur la situation.

Le rôle des jeunes femmes était pluriel. D'une part, certaines jeunes femmes mariées à des hommes Anti-balaka étaient utilisées par des chrétiennes plus âgées comme moyen de parler avec leur mari. Toutefois, les jeunes femmes étaient perçues comme trop fragiles pour mener directement l'engagement avec des acteurs armés au sein du PK3. Elles couraient également le risque d'être perçues négativement. En effet, laisser des jeunes femmes dire aux membres des Anti-balaka qu'ils devraient

15 Les rapports de Conciliation Resources soulignent que davantage de jeunes autrefois associés à des acteurs armés ne sont pas passés par des processus formels de démobilisation, mais plutôt par des rites et cérémonies traditionnels et religieux. Pour de plus amples informations sur les jeunes associés à des acteurs armés non étatiques, voir Conciliation Resources (2020a et 2020b).

16 Les tontines, ou associations collectives d'épargne, sont des groupes d'individus qui se réunissent pour épargner et investir leurs économies. Chaque membre verse régulièrement une petite somme d'argent à un pot d'épargne. Le pot est ensuite attribué à un membre, par rotation, pour être utilisé par ce dernier comme bon lui semble.

changer de comportement aurait pu conduire à une perception négative de ces femmes, affectant ainsi leurs perspectives de mariage. Comme indiqué ci-dessous, les femmes étaient également exposées aux résultats néfastes des négociations avec les acteurs armés lorsque, par exemple, des violences sexuelles s'étaient produites, ce qui les forçait à épouser leur agresseur.

Des hommes membres de groupes de jeunes de la société civile avant le conflit de 2013 ont également participé à l'engagement avec les Anti-balaka. En particulier, ils ont contribué à sensibiliser les Anti-balaka, notamment en réunissant les différentes communautés de Bria et en facilitant le dialogue entre les acteurs armés non étatiques (comme décrit ci-dessous). Ces personnes étaient déjà des membres respectés des groupes de jeunes de la société civile avant 2013 et étaient souvent considérées comme des modèles dans la communauté. Ils étaient connus de membres des Anti-balaka du même âge et avaient parfois des liens familiaux et amicaux, ce qui engendrait une situation de confiance pouvant être mise à profit comme point d'entrée. Avec les Anti-balaka, ils ont principalement axé l'engagement sur l'avenir et les rôles qu'un jeune homme pourrait jouer dans une société en paix. Ils ont également utilisé leur relation de confiance avec les Anti-balaka pour recueillir plus d'informations, qu'ils pouvaient ensuite partager avec les chefs religieux afin d'éclairer leur propre engagement.

Engagement avec le FPRC à Bornou et au centre-ville

L'engagement avec le FPRC a été mené presque exclusivement par l'intermédiaire des imams, avec un certain soutien des groupes de jeunes de la société civile. Même si les membres du FPRC ne sont pas nécessairement des musulmans pratiquants, être un fervent musulman est une condition préalable pour être promu par la hiérarchie. Ceci a favorisé le rôle des imams dans l'initiation de l'engagement au nom de la communauté.

Contrairement au PK3, où la communauté a participé à des consultations avec des chefs religieux, des femmes et de jeunes hommes ont engagé un dialogue avec des acteurs armés. À Bornou et au centre-ville, ce cercle de consultation était plus restreint. Il était composé d'anciens, d'imams et de jeunes hommes qui décidaient des enjeux et établissaient si les priorités valaient le risque d'engager le FPRC.

Les imams ont fait jouer leur rôle de chefs religieux et mis à profit les fêtes religieuses pour négocier une pause dans les conflits et la violence. Ils ont ensuite profité des célébrations pour réunir la communauté avec les membres du FPRC autour d'un repas traditionnel dans l'espoir qu'ils apprennent à se connaître, en espérant que la création d'un lien entre les acteurs armés et la communauté diminue la violence. Les Imams ont également négocié avec le FPRC pour faciliter l'accès du Programme alimentaire mondial à la communauté pour distribuer de l'aide alimentaire.

Engagement avec l'UPC à Gobolo

L'UPC était au départ un groupe communautaire d'autodéfense visant à protéger la population peule. Contrairement aux Anti-balaka, l'UPC a commis très peu d'exactions contre sa propre communauté à Bria. Elle maîtrisait et contrôlait bien ses membres et, contrairement aux Anti-balaka, elle laissait le pouvoir aux mains des leaders traditionnels par l'intermédiaire de leurs chefs de race (chefs traditionnels peuls). Le chef de race se coordonnait avec les imams lors de son engagement avec l'UPC.

L'UPC est, de loin, l'acteur armé organisé le plus puissant et dispose d'une hiérarchie claire. À Bria, elle a intégré des jeunes de la communauté locale pour tisser des liens étroits avec la communauté. Être mobilisé par l'UPC était perçu par les jeunes comme une amélioration de leur statut social.

L'UPC et la communauté peule avaient, à bien des égards, établi une forme de contrat social. Par exemple, en échange d'une protection par l'UPC, la communauté a incité les jeunes à rejoindre l'UPC en échange de la protection de la communauté par cette organisation. Il n'était pas nécessaire que la communauté établisse d'autres stratégies d'engagement avec l'UPC. La gestion de la vie communautaire est restée la même pendant et après le conflit avec le chef de race et les imams. L'UPC était perçue comme protectrice de la communauté peule physiquement, mais aussi religieusement et culturellement. Bien que l'UPC bénéficie de l'aide financière de la diaspora peule, cet acteur a également survécu grâce à l'exploitation des mines autour de Bria.

Engagement intercommunautaire à Bria : le rôle des jeunes dans le soutien aux chefs religieux

Des hommes appartenant à des groupes bien établis de jeunes de la société civile ont participé au dialogue rassemblant toutes les communautés de Bria. En effet, des membres de ces groupes se sont retrouvés séparés par le conflit au PK3, à Bornou, au Centre-ville et à Gobolo, alors qu'ils travaillaient avant ensemble. Ces jeunes hommes ont continué d'assumer leur rôle dans la société civile et le militantisme citoyen, notamment sur le plan du plaidoyer pour la paix et pour l'importance de vivre ensemble au sein d'une communauté unie au-delà des clivages religieux. Le rôle des groupes de jeunes de la société civile dans l'engagement avec les acteurs armés non étatiques a été limité aux quartiers Bornou, Centre-ville et Gobolo en raison des structures du FPRC et de l'UPC et du rôle des chefs religieux dans cet engagement. Cela n'a pas empêché le président de la société civile des jeunes de Bria de l'époque, un musulman résidant à Bornou, de mobiliser les efforts d'autres jeunes de la société civile pour rassembler la population de Bria. Le président a joué un rôle de premier plan pour veiller à ce que la communication entre les jeunes dans les quatre enclaves de Bria se poursuive et soit utilisée à des fins pacifiques pendant le conflit.

Pour soutenir les actions des chefs religieux, les jeunes ont utilisé leurs réseaux pour lancer un dialogue entre les communautés, en partie motivés par la nécessité de mettre fin aux exécutions arbitraires. En effet, les acteurs armés de chaque zone exécutaient systématiquement toute personne étrangère à leur communauté qui s'approchait physiquement de leur zone. La présence de cadavres à la vue de la communauté a eu un impact psychologique important qui a fait réagir les jeunes de la région. Ils ont mis en place un réseau de partage d'informations ainsi que des systèmes d'alerte dans les trois quartiers et dans le camp de PDI. Cela leur a permis de mener des activités de sensibilisation et de dialogue avec les membres des acteurs armés pendant que les chefs religieux et les femmes engageaient leurs dirigeants.

Ces jeunes hommes, sous la direction de leur président, ont sensibilisé leurs propres communautés. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec les chefs religieux qui étaient eux-mêmes en contact direct avec les acteurs armés pour tenter d'ouvrir un dialogue entre les différentes communautés. Cette tâche fut difficile, car les jeunes, en particulier au PK3, ne pouvaient pas se rencontrer officiellement par crainte de représailles de la part des Anti-balaka. Ils ont profité de matchs de football et autres

rassemblements informels et impromptus pour sensibiliser les jeunes. Finalement, les jeunes ont réussi à organiser une caravane de la paix (une marche pacifique), qui a fait visiter le PK3 à des jeunes de Bornou et leur a donné la possibilité de discuter de la situation sécuritaire avec des chefs religieux et des acteurs des acteurs armés. Cette visite avait été préparée par leurs pairs du PK3 grâce à des efforts de sensibilisation. Ces efforts, entre autres, ont permis de rétablir une certaine normalité et une plus grande liberté de mouvement entre les zones. Le réseau de jeunes de la société civile a également joué un rôle important dans la gestion des rumeurs, en communiquant activement entre eux d'une zone à l'autre pour lutter contre la désinformation, la fausse information et les discours haineux.

Compromis communautaires

L'engagement direct des chefs religieux, des femmes et des jeunes hommes avec les acteurs armés non étatiques ne s'est pas fait sans compromis. En effet, un compromis important a été le paiement d'impôts illicites et parfois abusifs, en particulier dans le PK3. La collecte des impôts pouvait être violente et souvent dépasser les moyens financiers de la communauté. Les négociateurs internes à la communauté, en particulier les chefs religieux, ont joué un rôle important dans l'engagement avec les acteurs armés concernant leurs demandes fiscales.

Au-delà du paiement des impôts, les négociateurs internes à la communauté ont également souligné que payer les acteurs armés était souvent un dernier recours pour résoudre les cas de violence, d'enlèvement et d'arrestation arbitraire par des paiements financiers ou des ressources telles que de l'or ou des produits agricoles.

Les communautés ont également adopté des pratiques néfastes. Des jeunes filles ont été offertes en mariage à des membres des acteurs armés. Cette pratique est considérée comme un moyen de renforcer les liens entre la communauté et les acteurs armés. Dans le quartier musulman de Bornou, lorsque la violence du FPRC est devenue trop forte, la communauté a offert des jeunes femmes aux membres du FPRC comme moyen de réduire la violence. Les dirigeants de l'UPC ont également choisi des épouses dans la communauté pour renforcer leurs liens avec celle-ci. La communauté a soutenu cette pratique pour renforcer les avantages mutuels dans le but de réduire la violence.

De même, à la suite de viols et autres violences sexuelles perpétrés par des acteurs armés, les jeunes femmes ont souvent été contraintes de se marier avec leurs agresseurs pour régler le problème. Ces pratiques socioculturelles restent des contraintes à la mise en place de stratégies de la communauté pour réduire la violence qui ne mettent pas en danger la sécurité de certaines parties de la population et ne causent pas de préjudices supplémentaires. Le mariage forcé de jeunes femmes à la suite d'un viol a entraîné de multiples suicides chez les jeunes femmes de la communauté. Dans ce cas, la sécurité, la sûreté et les droits des individus, en l'occurrence des jeunes femmes, ont été sacrifiés par la communauté pour contenir et atténuer ce qui était perçu comme des menaces de violence plus importantes et plus répandues.

Les communautés se donnent également la possibilité de recourir à la violence comme dernier recours pour réduire la violence commise par les acteurs armés. Au PK3, suite au viol d'un très jeune enfant par

un membre des Anti-balaka, le père a incendié la maison du coupable. Le reste de la communauté en a profité pour brûler d'autres maisons des Anti-balaka, leur faisant ainsi comprendre que la communauté en avait assez de leur violence et de leur impunité. Il est important de noter que la violence reste une option et une stratégie que les communautés envisagent pour les aider à faire pression sur les acteurs armés. Comme nous le verrons ci-dessous, cette stratégie a des répercussions éthiques pour les intervenants externes qui veulent soutenir l'engagement communautaire. De même, comme décrit ci-dessous, la communauté a également utilisé des acteurs armés les uns contre les autres pour réduire la violence. À Bria, les négociateurs internes à la communauté ont demandé que le groupe Wagner «sécurise» les routes autour de Bria en pourchassant les acteurs armés non étatiques.

Nouvelle dynamique depuis 2019 : L'APPR et le groupe Wagner

La dynamique des conflits a commencé à changer en 2019, notamment avec une présence beaucoup plus forte de l'État à Bria. Premièrement, l'APPR, signé en février 2019, a mené à la création d'une nouvelle architecture de dialogue au niveau communautaire. Une plateforme officielle de dialogue sur la sécurité entre les différentes parties prenantes au niveau communautaire (acteurs armés non étatiques, collectivités et autorités locales avec la MINUSCA en tant qu'observateur) a été mise en place (le Comité technique de sécurité). La participation de la communauté à cette plateforme devait se faire à travers la participation des Comités locaux de paix et réconciliation (CLPR) mis en place en 2016 par le gouvernement.

L'objectif des CLPR était «d'ancrer la culture de la non-violence, des dialogues participatifs et inclusifs pour la réconciliation et une paix durable en République centrafricaine» (Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale, n.d.). Composés de membres des communautés, les CLPR représentent les communautés au sein du Comité technique de sécurité, qui est devenu la plateforme officielle de tout dialogue sur la sécurité depuis 2019. À Bria, la création des CLPR a créé une certaine frustration chez les négociateurs internes à la communauté qui s'étaient portés volontaires et ont pris des risques pour leur communauté pendant le conflit.

La signature de l'APPR a également favorisé le retour des autorités locales. Le préfet est arrivé en 2019 à Bria. Le préfet est un individu ayant des responsabilités administratives au niveau local. Il est nommé par le gouvernement national et détaché de la capitale à la région : il est donc le représentant local de l'autorité nationale. Le préfet n'est pas toujours originaire de la région. Dans le cas de Bria, le préfet était originaire de la ville, mais s'était réfugié à Bangui lorsque la Séléka y était arrivée en 2013.

En 2020, des membres du groupe Wagner sont arrivés à Bria dans le but de mettre fin aux activités des acteurs armés non étatiques. Ces derniers ont ainsi été poussés hors de la ville vers les zones rurales et les routes environnantes. Selon les personnes interrogées dans le cadre de cette étude, Wagner a «libéré» la ville de Bria. Une première vague de membres de Wagner est restée dans la ville pendant plusieurs mois. La population n'avait pas d'interactions directes avec eux à cause de la barrière de la langue et par crainte de représailles de Wagner en cas de plaintes. En effet, durant leur mission visant à éliminer la présence des acteurs armés non étatiques et de leurs complices, Wagner a commis un certain nombre d'abus dont des arrestations arbitraires violentes, des disparitions forcées, des

violences physiques et des viols. Les populations peules et musulmanes ont été systématiquement ciblées par Wagner qui les considère comme des ennemis en raison de leurs relations étroites avec certains acteurs armés non étatiques tels que l'UPC et le FPRC.

Les communautés ont tout de même engagé indirectement le groupe Wagner. La communauté de Bria a d'abord tenté l'engagement par le biais des CLPR pour impliquer les forces de sécurité gouvernementales ou alliées, qu'il s'agisse du Groupe Wagner, des forces de protection intérieure (police, gendarmerie) ou des FACA. Cependant, la communauté ne faisait pas confiance aux CLPR pour défendre leurs griefs. Elle a préféré avoir recours aux mêmes négociateurs internes à la communauté qu'auparavant : des chefs religieux, des femmes âgées et des jeunes issus de la société civile. Toutefois, ces négociateurs internes à la communauté n'ont pas le droit de participer directement au Comité technique de sécurité. Ces négociateurs internes à la communauté contournent donc le Comité et engagent le préfet sur leurs priorités en matière de sécurité et les problèmes à soulever avec les acteurs de la sécurité, le groupe Wagner, etc. A Bria, le préfet est donc devenu le « représentant » de la communauté au Comité technique de sécurité. Par exemple, lorsque la communauté s'est plainte des taxes illicites exigées par les acteurs armés encore présents sur les routes à proximité de Bria, les négociateurs internes à la communauté ont, par l'intermédiaire du préfet, demandé à Wagner de chasser ces acteurs armés non étatiques.

La barrière de la langue, la crainte de représailles de la part du groupe Wagner et le manque de protection des autorités de l'État contre ce dernier ont compliqué l'engagement des communautés, par l'intermédiaire de leurs négociateurs internes, avec Wagner, qui continue à abuser de la communauté locale. Certains négociateurs internes à la communauté ont été arrêtés par le groupe Wagner, car ce dernier a perçu leurs actions comme aidant l'ennemi ou se positionnant comme collaborateurs d'acteurs armés de l'ex-Séléka et de la CPC. Dans ces cas, la communauté de Bria a agi pour faire libérer ses négociateurs internes, démontrant l'importance du rôle de ces personnes pour la communauté.

2.1.2 Bambari

Contexte

La ville de Bambari est la cinquième plus grande ville de RCA et un centre économique dynamique, en partie parce qu'elle possède l'une des plus grandes mines d'or et de diamants du pays : la mine de Ndassima. Avant la crise de 2013, la ville de Bambari accueillait une population ethniquement et culturellement diverse avec des communautés chrétiennes, musulmanes et peules.¹⁷ Bambari a été très convoitée par les groupes de la Séléka, car elle était un élément de leur projet de créer une nouvelle république au sein de la RCA. Bambari a toujours connu la présence d'acteurs armés non étatiques dans la région, en particulier autour des mines. À la suite d'une discorde entre les Séléka pour le contrôle des zones minières, l'UPC a pris le contrôle de la ville en 2015, plus précisément de la rive gauche du fleuve où se trouvent les principaux bâtiments administratifs et le marché central, ainsi que la majorité

17 Plusieurs ethnies sont présentes dans la ville de Bambari : Banda, Zande, Zankara, Gbaya, Mandjia, Gbanziri et Yakoma.

des populations musulmanes et peules de la ville. Bien que l'UPC ne soit pas originaire de Bambari, ses troupes ont été renforcées par des habitants locaux. Alors qu'à Bria les membres de l'UPC avaient épousé des jeunes femmes de la communauté, cela ne s'est pas produit à Bambari. En conséquence, les liens entre l'UPC et la communauté peule locale n'étaient pas aussi étroits. En outre, l'UPC contrôlait une partie de la ville habitée par une population¹⁸ mixte comprenant des musulmans non-peuls. Il est possible que cela ait entraîné davantage d'abus de la part de l'UPC à l'égard de la population qu'elle contrôlait. La présence de l'UPC n'a pas non plus fait l'unanimité au sein de la communauté musulmane de Bambari. En effet, l'UPC s'est battue avec d'autres acteurs armés alliés à la Séléka pour prendre le contrôle de Bambari, ce qui n'a pas plu à tout le monde dans la communauté.

La présence de l'UPC à Bambari a provoqué l'arrivée des Anti-balaka qui se sont positionnés sur la rive droite du fleuve, une zone qui était majoritairement non-musulmane bien avant le début du conflit. Ces Anti-balaka ont été rejoints par de jeunes volontaires chrétiens de Bambari. Le positionnement des acteurs armés a séparé la ville en deux enclaves religieusement homogènes séparées par le pont qui relie les deux rives du fleuve.

Cette phase d'occupation par l'UPC d'un côté de la ville et les Anti-balaka de l'autre restreignait la liberté de circulation des biens et des personnes et conduisait à des violences physiques et sexuelles, y compris des tortures et des exécutions sommaires, à la coercition par la menace et à l'intimidation contre la population. L'UPC a également imposé un grand nombre de taxes illicites.

Engagement des communautés avec l'UPC et les Anti-balaka à Bambari

Sur la rive droite contrôlée par les Anti-balaka, comme à Bria, ces derniers se sont retournés contre les populations qu'ils étaient censés protéger. Ces populations ont été contraintes développer des stratégies de survie. Par exemple, la communauté partageait sa nourriture et ses produits agricoles avec les Anti-balaka pour éviter le pillage ou le vol. Par ailleurs, les populations de ces communautés ont essayé de garder leurs distances des zones occupées par des acteurs armés non étatiques et ont réduit leurs déplacements pour limiter les interactions et le risque d'attaques physiques.

Des deux côtés du fleuve, la priorité des communautés était de retrouver un semblant de liberté de mouvement pour accéder à la nourriture et au marché. En tant que témoins et victimes d'exactions commises par des acteurs armés, la motivation principale de l'engagement des négociateurs internes à la communauté n'était pas principalement d'apporter la paix et la cohésion sociale au sein de leur communauté, mais de créer des canaux suffisamment stables de dialogue formel et informel avec les acteurs armés pour réduire la violence contre les populations et promouvoir la libre circulation des biens et des personnes.

Cette priorité exigeait tout d'abord que la communauté engage un dialogue avec le leader de l'UPC, Ali Darassa, pour garantir une certaine sécurité de la circulation des biens et des personnes. Ensuite, la stratégie consistait à engager le dialogue avec les Anti-balaka pour réduire la violence contre

18 Elles incluent aussi des Soudanais, des Rounga, des Goulas et des Peuls.

la population et les convaincre d'entamer un dialogue avec l'UPC, ou du moins de permettre aux communautés de chaque côté de renouer les liens et d'avancer lentement vers le rétablissement d'un vivre-ensemble.

De part et d'autre, les chefs traditionnels ont été menacés et ne sont pas bien placés pour engager un dialogue avec l'UPC ou les Anti-balaka. Les jeunes, comme à Bria, ont pu communiquer entre eux et identifier leurs pairs pour commencer à sensibiliser les communautés à la paix.

L'objectif des jeunes était de négocier avec leurs pairs des deux côtés et d'entamer un dialogue sur les moyens de rétablir la liberté de mouvement. Les Anti-balaka étaient très opposés à cette demande, car ils voyaient les jeunes musulmans comme des traîtres.¹⁹ Cependant, ils ont permis aux jeunes chrétiens de travailler avec des jeunes de la communauté musulmane pour engager un dialogue avec l'UPC sur la liberté de circulation. Cette initiative a bénéficié de l'appui logistique et d'autres formes d'assistance de la MINUSCA. En 2014, ce dialogue a permis de réduire la violence de l'UPC et de convenir d'horaires fixes où la population pourrait circuler en toute sécurité et où les marchés pourraient ouvrir sans que la population soit menacée.

En plus des jeunes, des chrétiennes appartenant au groupe de femmes de la société civile locale Organisation de la femme centrafricaine (OFCA) ont soutenu l'engagement des jeunes avec les Anti-balaka en communiquant avec les membres de ces derniers. Contrairement à Bria, les chefs religieux chrétiens craignaient d'engager le dialogue avec les Anti-balaka et n'ont pas eu de rôle à jouer dans ce dialogue.

Du côté de la communauté musulmane, comme à Bria, l'UPC et son chef, Ali Darassa, ont écouté les imams qui ont pu soutenir les actions des jeunes de la communauté. Les Imams ont eu un dialogue fructueux avec l'UPC en ce qui concerne la réduction de la violence contre la population. Leur engagement était principalement basé sur une foi partagée et sur ce que les codes moraux et juridiques religieux disent de la conduite à adopter dans les conflits. Par exemple, le conseil islamique local a rencontré Ali Darassa pour discuter de la réduction de la violence par les soldats de l'UPC et de la réduction des taxes, y compris sur les commerçants locaux.

Malgré ces efforts, il y a eu une vague de rumeurs qui ont donné lieu à des affrontements au marché. La situation est redevenue tendue. La Plateforme interreligieuse²⁰ de Bangui, une initiative des chefs religieux dans le but de rétablir la paix, a dû intervenir auprès des Anti-balaka de Bambari pour restaurer le calme en menant un effort de médiation.

19 De nombreuses communautés chrétiennes de RCA qui ont subi des violences de la Séléka ont perçu une complicité entre la population musulmane locale et la Séléka. Même si la population musulmane locale n'a pas pris part aux exactions de la Séléka, pour certains chrétiens, elle reste responsable.

20 Créée en 2013 par l'archevêque cardinal Dieudonné Nzapalainga de Bangui, le président du Conseil islamique de RCA, l'imam Oumar Kobine Layama et le président de l'Alliance évangélique, le pasteur Nicolas Guérékoyaméné-Gbangou, la Plateforme interreligieuse œuvre à la réconciliation des groupes religieux et à une paix durable en RCA.

À partir de 2016, les femmes, les chefs religieux et les jeunes des deux côtés ont pu lancer des campagnes de sensibilisation à la paix et au vivre-ensemble avec des séances de prière et des actions de sensibilisation au porte-à-porte, soutenues et financées par le département des affaires civiles de la MINUSCA. Ils se sont organisés sous la bannière d'une commission de paix locale, qui s'est finalement révélée efficace pour engager l'UPC. En l'absence d'accords avec l'UPC ou les Anti-balaka initialement, les deux communautés se sont progressivement rencontrées à travers des manifestations pacifistes (baptisées caravanes de la paix) et le partage de repas. Finalement, les membres de l'UPC et des Anti-balaka ont été invités à se joindre à ces repas. Alors que la pression s'accroissait au sein des communautés pour rétablir la normalité à travers ces manifestations de cohésion sociale, la violence entre acteurs armés a diminué jusqu'à l'arrivée du groupe Wagner en 2021. La MINUSCA a apporté son appui au maintien du calme par le biais d'une commission de paix entre les acteurs armés. Les jeunes ont assumé la responsabilité de gérer l'information et les rumeurs avec des activités de prévention et d'alerter rapidement en cas de montée des tensions. Une force conjointe FACA, UPC et anti-balaka a également été créée sous la direction de la MINUSCA.

L'arrivée du groupe Wagner en 2021

Comme à Bria, l'arrivée de mercenaires du Groupe Wagner et des FACA en 2021 a conduit l'UPC à fuir dans les zones rurales et sur les routes. Comme à Bria, Wagner était perçu comme ayant libéré la ville. Les anti-balaka sont restés à Bambari et ont rendu leurs armes, qui n'étaient plus nécessaires avec le départ de l'UPC. Beaucoup d'entre eux ont rejoint Wagner. Cependant, l'UPC a continué à commettre des exactions contre la population civile en dehors de la ville.

La présence de mercenaires du groupe Wagner dans la mine de Ndassima a entraîné des restrictions à la liberté de circulation des biens et des personnes, et des violences contre la population. Les négociateurs internes à la communauté qui avaient été actifs dans l'engagement avec l'UPC et les anti-balaka craignaient d'avoir le même dialogue avec Wagner. Le préfet a tenté d'agir au nom de la population en déposant des plaintes contre Wagner auprès du gouvernement national à Bangui. Le gouvernement communiqua au préfet le message d'accepter la présence de Wagner et la violence qu'elle entraînait, car à terme la communauté bénéficierait des recettes de l'impôt minier.

2.1.3 Mbaïki

Contexte

La ville de Mbaïki, située à 384 km de Bangui dans la préfecture de Lobaye, est connue pour sa forêt équatoriale et ses terres arables. Son économie repose principalement sur la culture du café et l'agroforesterie. La population est composée d'un mélange ethnique, culturel et religieux assez dense et soudé. Au début de la crise de 2013, l'avancée des acteurs armés sur Bangui a fait de Mbaïki une ville d'accueil pour les populations déplacées des villes environnantes accueillies par des familles locales ou logées dans des foyers. En 2013, la ville a été occupée par la Séléka lors de leur campagne vers Bangui. Cette période a été marquée par des violences ciblées, notamment des agressions physiques

et verbales, des pillages et des enlèvements à l'encontre des communautés essentiellement non-musulmanes. Cette situation a provoqué la fuite des populations vers les camps de PDI et la forêt environnante.

La présence de la Séléka dans la ville a facilité l'installation de nombreux musulmans fuyant les attaques anti-balaka dans d'autres villes et villages de la préfecture de Lobaye. Il en est résulté une aggravation des tensions entre communautés musulmanes et non-musulmanes, de nombreuses rumeurs et discours haineux, la destruction du tissu social et une grande méfiance. En réponse, les anti-balaka ont annoncé, via le réseau de chauffeurs de motos-taxis, leur arrivée dans la ville avec pour mission de la libérer. L'annonce du départ du président Michel Djotodia du pouvoir a provoqué un départ précipité des acteurs armés de la Séléka et des membres de la communauté musulmane qui craignaient des représailles de la part des anti-balaka et de la communauté non-musulmane. Avec le soutien de l'armée tchadienne, environ 2 500 membres de la communauté musulmane ont été évacués vers le Tchad ou d'autres parties de la RCA avant l'arrivée des anti-balaka dans la ville.²¹ Les Anti-Balaka sont arrivés début 2014 dans une ville désertée par la Séléka et une grande partie de la population non-musulmane. Les quelques musulmans encore présents dans la ville ont alors été victimes d'intimidations, d'accusations de collaboration avec la Séléka et de violences physiques de la part d'acteurs armés Anti-balaka et non-musulmans.

L'arrivée des forces françaises a libéré la ville de la présence des Anti-balaka et l'a placée sous la protection des forces de la MISCA jusqu'à l'arrivée des alliés russes et rwandais, qui ont obligé les combattants armés restants à se désengager ou à se replier plus profondément dans la forêt.

Engagement des communautés avec la Séléka et les Anti-balaka à Mbaïki

Contrairement à Bria et Bambari, le préfet est resté dans la ville et a aidé les groupes de parties prenantes de la communauté dans leurs négociations avec les acteurs armés ou la sensibilisation de la communauté pour contribuer aux efforts de protection. Il s'agissait principalement de leur soutien à la création d'un fonds pour payer les rançons liées aux enlèvements. Ces efforts ont également bénéficié du soutien des chefs religieux musulmans. Ils ont joué le rôle de points d'entrée aux négociateurs internes à la communauté non-musulmane en facilitant les rencontres avec les chefs de la Séléka. Des femmes et de jeunes chauffeurs de motos-taxis étaient également impliqués dans les efforts pour réduire la violence.

Les jeunes conducteurs de motos-taxis ont joué un rôle spécifique dans la gestion de l'information pour la communauté. Au cours de cette période, l'accès à l'information sur les actions et les plans des acteurs armés non étatiques était considéré comme un outil essentiel pour permettre aux populations d'élaborer des stratégies de protection (par exemple, collecte de rançons, identification des zones ou des personnes à éviter, événements violents futurs). Ceci impliquait principalement de jeunes conducteurs de motos-taxis qui, en raison de leur mobilité et de leur travail, étaient constamment en contact avec des acteurs armés non étatiques et recueillaient ainsi des informations que les

21 Voir www.jeuneafrique.com/depeches/21914/politique/centrafrique-a-mbaiki-rester-cest-resister/.

négoceurs internes à la communauté. Les chauffeurs de taxi ont également joué un rôle déterminant en vérifiant les faits et les informations, en réduisant les rumeurs et en veillant à ce que les fausses informations et la désinformation n'alimentent pas les tensions et la violence.

Lorsque les Anti-balaka ont pris le contrôle de la ville, ils ont ciblé des membres de la communauté musulmane, parfois à la demande de la communauté locale, pour se venger des exactions commises par la Séléka. La communauté a connu une vague de dénonciations, de représailles et d'expropriations au profit de certains de ses membres. Au départ, les négociateurs internes à la communauté ont fait peu d'efforts pour agir et réduire la violence. Ce n'est que lorsque les Anti-balaka ont commencé à commettre des exactions et des violences sur l'ensemble de la population que ces négociateurs internes à la communauté ont agi.

Alors que les Anti-balaka multipliaient les exactions contre la population locale en 2013, des femmes, des jeunes et des chefs religieux au-delà des clivages ethnoreligieux ont créé un comité de paix pour aider à réduire la violence et à reconstruire le tissu social. Ce comité de paix a été formellement créé en réunissant ces trois différents groupes d'acteurs qui travaillaient ensemble sous le nom de comité de paix. La reconstruction du tissu social était essentielle pour permettre aux musulmans d'être en sécurité et de revenir à Mbaïki, d'autant que les populations locales avaient réalisé que le départ de la majorité de la population musulmane avait eu de graves répercussions sur l'économie locale. En effet, la population musulmane a été un moteur de la vie économique à Mbaïki, et avec son départ la vie économique normale ne pouvait pas reprendre.

La réduction de la violence quotidienne commise par les Anti-balaka était nécessaire pour permettre à la communauté de se rassembler. Le comité de paix a engagé les Anti-balaka, en particulier sur la prévention et la réduction des exécutions sommaires, des pillages et des enlèvements dont étaient victimes les communautés musulmanes encore présentes dans la ville et pour promouvoir la libre circulation des biens et des personnes ainsi que la limitation des taxes illicites et des expropriations. Par exemple, grâce au mécanisme de collecte d'informations mis en place par le biais des motos-taxis, le comité a aidé à protéger les membres musulmans de la communauté contre les représailles. À long terme, la vision du comité de paix était également de favoriser le retour des musulmans de la ville de Mbaïki, réfugiés au Tchad et dans d'autres villes. Ces dernières années, les musulmans sont revenus à Mbaïki avec le soutien d'un comité sur le logement, la terre et la propriété soutenu par la NRC. Il aide les musulmans à retrouver l'accès à leurs maisons, qui sont souvent occupées par d'anciens membres des Anti-balaka.

L'arrivée du groupe Wagner en 2019

Comme dans de nombreuses villes du pays, l'arrivée du groupe Wagner en 2019 a provoqué le départ précipité d'acteurs armés non étatiques vers la forêt. Le groupe Wagner, qui s'est réinstallé à l'extérieur de la ville pour se concentrer sur le développement de son activité agroforestière, est considéré comme dissuasif pour les acteurs armés. Les activités agroforestières de Wagner sont menées sans la collaboration des populations locales, limitant ainsi les interactions entre mercenaires et populations.

2.2 Facteurs influant sur les paramètres de l'engagement entre les communautés et les acteurs armés

2.2.1 Les attitudes des acteurs armés envers les chefs traditionnels et religieux

Historiquement, les chefs traditionnels ont été les garants de la paix et de la cohésion sociale au sein des communautés en RCA. Ils mènent le dialogue afin de protéger les populations. Cependant, comme indiqué précédemment, certains acteurs armés comme les Anti-balaka ciblent les chefs traditionnels qu'ils perçoivent comme faisant concurrence à leur autorité. Dans ces cas, les chefs traditionnels ne sont pas bien placés pour jouer le rôle de négociateur ou de médiateur au sein de la communauté. Les risques pour les chefs traditionnels sont élevés, car l'attitude d'un acteur armé n'est pas toujours facile à anticiper. En effet, l'UPC avait une attitude très différente avec les chefs traditionnels peuls de Bria en comparaison avec ceux de Bambari. À Bria, l'UPC a écouté et respecté l'autorité des chefs traditionnels peuls, qui ont pu jouer un rôle de négociateur pour réduire la violence. À Bambari, les chefs traditionnels n'ont pas pu jouer ce rôle. En effet, ici, l'UPC n'était pas aussi ancrée et intégrée au sein de la communauté et les chefs traditionnels locaux n'appartenaient pas aux mêmes groupes ethniques, ce qui a réduit leur influence sur l'UPC.

Les chefs religieux sont également considérés comme des garants de la moralité au sein des communautés. Ils sont souvent perçus comme neutres et leur autorité leur est conférée par Dieu. La neutralité et l'autorité sont donc utilisées par les chefs religieux pour influencer les acteurs armés et ils jouent un rôle important de médiateurs et de négociateurs pour la communauté. Comme les dirigeants des différentes religions ont souvent travaillé ensemble au sein de la communauté, ils sont également considérés comme neutres et capables de dépasser les divisions identitaires. Cependant, au pic de la violence, les chefs religieux ne pouvaient pas engager un acteur armé qui s'identifiait comme une religion différente, par exemple un imam avec les Anti-balaka.

À ce titre, l'influence des chefs religieux dépend de la spiritualité et de la pratique religieuse des acteurs armés. En effet, les dirigeants chrétiens de Bria ont influencé directement les Anti-balaka en leur rappelant le rôle qu'ils s'étaient donné de protecteurs de la communauté chrétienne. Ils ont également engagé des guérisseurs traditionnels utilisés par les Anti-balaka pour se protéger, comme moyen de les influencer indirectement. Les Imams de Bria ont également joué leur rôle en tant que chefs religieux de la communauté musulmane et ont profité des fêtes religieuses pour communiquer et créer des liens avec le FPRC pour réduire les violences qu'ils perpétreraient. L'importance de la pratique religieuse pour monter en grade au sein de l'UPC a également permis aux imams d'exercer une plus grande influence sur cet acteur armé.

Un autre facteur est la perception de neutralité des négociateurs internes à la communauté par les acteurs armés. Contrairement aux chefs traditionnels locaux, les chefs religieux n'étaient pas perçus comme une menace pour l'autorité des acteurs armés. Les chefs religieux sont généralement perçus

comme des symboles de neutralité, bien qu'ils représentent différentes communautés (musulmane, chrétienne, baptiste), mais leur caractère religieux et le fait qu'ils agissent souvent ensemble leur permettent d'établir une image neutre de leur engagement.

2.2.2 La nature des acteurs armés et leur relation avec la communauté

La nature des acteurs armés et leur degré d'intégration dans les communautés modifient la capacité des médiateurs et négociateurs internes à la communauté de réduire et de prévenir la violence, qu'il s'agisse des niveaux de violence ou de la disponibilité de points d'entrée pour un engagement. En effet, l'UPC et les Anti-balaka, qui se proclament protecteurs de leurs communautés, ont une plus grande obligation morale de réduire la violence contre leur propre peuple. Ce point d'entrée est essentiel pour les négociateurs internes à la communauté. La compréhension par les communautés du récit des acteurs armés rend plus aisée l'identification des points d'entrée pour cet engagement. En effet, la stratégie d'engagement des négociateurs internes à la communauté avec les Anti-balaka repose entièrement sur l'objectif commun affiché : la protection des communautés. Le recentrage des Anti-balaka sur ce dialogue et sur leur relation avec la communauté a permis de réduire la violence.

Le rôle protecteur que se donnent ces acteurs armés signifie également que ces groupes sont généralement présents au sein de leurs propres communautés : ils sont avec leurs familles. Le lien familial entre les communautés et les acteurs armés est donc étroit et encourage ces acteurs à réduire leur impact néfaste sur la communauté. Ce lien familial signifie également que les femmes d'un certain âge peuvent utiliser la perception de leur autorité maternelle pour engager les membres plus jeunes des Anti-balaka. Les acteurs armés ne voient pas dans l'autorité parentale une concurrence non désirée, contrairement à leur perception des autorités traditionnelles. La société centrafricaine est fondée sur des croyances et des valeurs sociétales qui accordent du respect aux femmes âgées en tant que donneuses de vie et éducatrices, même si la société centrafricaine reste largement patriarcale. Conscientes que les acteurs armés respecteront l'importance de ces valeurs, les femmes en tirent parti pour encourager l'acceptation du dialogue par les acteurs armés.

Les acteurs armés recherchent également ce lien étroit avec la communauté pour être acceptés, accueillis et soutenus. Qu'il s'agisse de soutien matériel, financier ou du recrutement de jeunes dans leurs rangs, les acteurs armés non étatiques dépendent de la communauté pour certains aspects de leur survie. Pour cette raison, l'UPC a veillé à recruter des membres localement à Bambari. En effet, lorsque des membres de la communauté rejoignent des acteurs armés, ces derniers modifient leur comportement vis-à-vis de la communauté. Cela conduit à une réduction des abus dont elle est victime, une amélioration de la libre circulation, des progrès dans le dialogue et la négociation. En effet, ces membres sont beaucoup plus sensibles aux réalités des populations et peuvent être de bons intermédiaires pour faire entendre la voix de la communauté aux leaders des acteurs armés.

Dans la même logique, les appartenances religieuses ou ethniques sont des facteurs clés de cohésion et ont donc une influence sur la collaboration entre les populations et les acteurs armés. Ainsi, dans

toutes les localités, il a été plus facile pour les négociateurs internes aux communautés musulmanes de s'adresser aux acteurs armés de la Séléka et pour les négociateurs chrétiens/non-musulmans d'engager les Anti-balaka.

De même, les communautés elles-mêmes cherchent à renforcer le niveau d'intégration avec les acteurs armés comme stratégie d'autoprotection. Ce fut le cas à Bria, où la communauté a offert des jeunes filles en mariage pour créer des liens familiaux entre l'UPC et la communauté.

La langue, en particulier le sango,²² est un facteur clé pour faciliter les échanges entre les communautés et les acteurs armés. Les populations de Bria et de Bambari ont souligné cette barrière linguistique dans leurs relations avec le groupe Wagner. Elles constatent que les difficultés de communication empêchent les communautés d'engager et de se mobiliser face à la violence de ce groupe. Elles craignent de ne pas être comprises et donc de ne pas être entendues.

Il y avait une distinction claire dans la façon dont les communautés réagissaient à la présence du groupe Wagner. Très peu de tentatives ont été faites pour mener un engagement direct avec eux par l'intermédiaire des négociateurs internes à la communauté. Les communautés n'avaient pas les mêmes réseaux, canaux de communication, autorité ou base stratégique que Wagner. En conséquence, les communautés ont utilisé des canaux plus formels (par exemple le préfet), ce qui n'a pas été aussi efficace en raison du rôle que le gouvernement en donnant carte blanche à Wagner dans le pays. Les stratégies communautaires peuvent être plus efficaces avec des acteurs armés non étatiques, qui sont souvent (mais pas toujours) liés aux communautés. Cependant, ces stratégies sont plus difficiles avec des groupes plus formels où les canaux informels d'engagement et d'influence sont moins évidents. Les acteurs armés non étatiques décentralisés offrent davantage de points d'entrée aux efforts locaux visant à réduire la violence.²³ Les membres des acteurs armés non étatiques en RCA sont souvent des jeunes qui sont eux-mêmes en quête de sécurité, de moyens de subsistance et de reconnaissance sociale. Leurs aspirations peuvent toutes être mises à profit dans les efforts d'engagement, comme le montre le rôle joué par les groupes de jeunes de la société civile locale.

2.2.3 Le rôle de la société civile locale dans l'existence du capital social

À Bria et Bambari, les jeunes de la société civile locale et les femmes de l'OFCA sont des acteurs clés de la vie collective de la communauté. En effet, ils proviennent d'organes représentatifs qui rassemblent des jeunes et des femmes de toutes religions et ethnies. La population les soutient et leur fait confiance en raison des avantages que lui apportent les résultats de leurs actions.

22 La langue nationale de la RCA.

23 Comme le notent Davies et O'Callaghan (2022), l'étude du CICR intitulée *Roots of Restraints in War (racines de la retenue en contexte de guerre)* souligne que « les groupes moins organisés sont plus ouverts à l'influence extérieure ou communautaire. Les combattants sont souvent plus influencés par la culture et la pression des pairs que par les règles » (2022: 1).

Les liens intercommunautaires, favorisés par la cohésion communautaire et le tissu social, ont permis de maintenir les canaux de communication pendant la crise malgré la séparation physique des personnes. Ces canaux de communication ont permis aux jeunes de Bria en particulier de coordonner leurs actions au sein de leur communauté, de communiquer les possibilités de rapprocher les communautés au-delà des frontières du conflit et de gérer les informations et les rumeurs. Ainsi, les femmes s'appuyaient sur les organisations féminines des différents quartiers pour transmettre l'information, les chefs religieux sur les réseaux à travers les églises et les mosquées et les jeunes sur les représentants des jeunes dans chaque zone. En outre, les églises et les centres de jeunesse deviennent des espaces de dialogue communautaire, car ils sont perçus comme des lieux neutres de débat et de partage d'information. L'existence de ponts intercommunautaires de capital social avant la crise a beaucoup favorisé la capacité des négociateurs internes à la communauté de se coordonner, d'engager les acteurs armés et de réduire le risque de violence.

2.2.4 L'équation succès-risque

Les risques associés au dialogue avec des acteurs armés sont un facteur important pour déterminer si cet engagement se fera ou pas. En effet, si les chefs religieux chrétiens ont pris le risque d'engager les Anti-balaka à Bria, ceux de Bambari n'ont pas souhaité prendre ce risque et n'ont donc pas voulu assumer le rôle de négociateur au nom de la communauté. Dans ces régions, les membres de la communauté interrogés ont souligné que se plaindre ouvertement des abus commis par des acteurs armés pouvait avoir de graves conséquences. Les personnes qui se sont portées volontaires pour engager les acteurs armés ont donc pris un risque important. Dans certains cas, des négociateurs internes aux communautés ont été tués ou enlevés.²⁴ Cela s'est souvent produit au début de la présence d'acteurs armés dans la localité. C'était pour eux un moyen d'asseoir leur autorité en utilisant la violence pour terroriser la population locale. Les négociateurs internes à la communauté ont souvent eu recours à des approches subtiles, avec des réunions informelles et secrètes entre chefs religieux, femmes et jeunes hommes ainsi qu'avec des acteurs armés, et ont mûrement réfléchi au meilleur moment pour un engagement en minimisant le risque.

En outre, les négociateurs internes à la communauté n'engagent le dialogue avec les acteurs armés que lorsque la question est perçue comme négociable. C'était le cas des problèmes qui affectaient la vie quotidienne de la communauté (par exemple les arrestations arbitraires ou les impôts abusifs) où les biens de la communauté (qu'il s'agisse de valeurs sociales et religieuses ou de ressources matérielles) pouvaient servir de levier. Les communautés n'ont pas engagé les acteurs armés sur la dynamique interne ou croisée des acteurs.

2.3 La fermeture de l'espace de dialogue

La dynamique des conflits en RCA modifie aujourd'hui la capacité de la population à négocier avec les acteurs armés. La situation actuelle est que dans certaines zones de la RCA, le contrôle des villes et

24 Dans certains cas, la MINUSCA a protégé les négociateurs internes aux communautés qui étaient en danger.

des territoires alterne constamment entre le Groupe Wagner et les acteurs armés non étatiques. La présence fluctuante des différents acteurs armés fait qu'il est difficile pour la communauté de maintenir un engagement avec eux sur le long terme.

En outre, dans ce contexte politique et sécuritaire tendu, il est devenu plus risqué pour les communautés d'engager toute partie au conflit. En effet, les individus perçus comme proches d'un camp ou de l'autre courent le risque d'être pris pour cible et accusés de complicité avec l'ennemi lorsqu'un autre acteur armé reprend le territoire. Communiquer ou dialoguer avec un acteur armé peut conduire à cette perception de complicité.

Cette question est aggravée par la fluidité de la frontière entre communautés et acteurs armés, mais aussi par la tendance du Groupe Wagner à percevoir la population musulmane en général comme alignée sur les acteurs armés non étatiques. Le principe de distinction (distinguer combattants et non-combattants) n'est pas respecté par les acteurs armés non étatiques ni par Wagner ou les FACA. Comme l'explique un acteur de la protection humanitaire :

Pour les groupes armés, c'est compliqué et poreux. Une arme à double tranchant et complexe. Selon [le principe de] distinction, une personne qui n'est pas [directement] un combattant [ainsi que des civils] doit être traitée comme un civil. En République centrafricaine, on observe clairement que certaines communautés sont assimilées à la CPC et les civils de facto sont perçus par le gouvernement comme proches ou faisant partie du groupe armé. Cela complique la manière dont les communautés interagissent avec les groupes armés. (Interview 26)

La population se retrouve ainsi « prise en étau entre le gouvernement et les [acteurs] armés » (Interview 8) et se retrouve « prise entre les deux » (Interview 13).

L'espace de dialogue autour des questions de sécurité, y compris la réduction de la violence, semble se refermer. Plusieurs des acteurs humanitaires et de la paix interrogés ont noté que ces questions sont devenues taboues et que la communauté est moins ouverte au dialogue par crainte des conséquences :

Les communautés ne parlent pas de sécurité. Il y a cette crainte dans le contexte de la communication avec les communautés : les communautés évitent d'aborder des questions de fond en raison du contexte actuel. (Interview 5)

3 Interventions externes pour réduire et prévenir les risques de protection et la violence

Au cours du conflit qui a débuté en décembre 2013 et des violences intercommunautaires qui ont suivi, une grande majorité des organisations humanitaires de protection s'est concentrée sur une réponse de protection traditionnelle axée sur la réponse aux abus (par exemple, le référencement des cas de violence basée sur le genre, la réponse aux risques de protection pour les enfants ou la mise en place de systèmes de gestion des cas) plutôt que d'essayer de réduire et de prévenir les menaces (Barbelet, 2015). Sous l'impulsion d'individus dans ces organisations, la médiation d'urgence de DRC et OCHA (également appelée médiation humanitaire) ont constitué des exceptions importantes à cette approche standardisée. La protection proactive (protection axée sur la prévention et la réduction de la violence, de la coercition et des privations délibérées) est restée marginale dans le cadre de la réponse humanitaire de protection en RCA, bien que la médiation humanitaire soit de plus en plus partie intégrante de la stratégie du cluster protection et du Plan de réponse humanitaire (OCHA, 2023c).

D'autre part, la prévention et la réduction des menaces de violence sont au cœur des interventions des acteurs de paix. Les ONG et initiatives locales, nationales et internationales, ainsi que la MINUSCA par le biais de son département des affaires civiles et politiques, travaillent localement dans les communautés sur différents types de conflits pour aider à réduire le risque de violence. Certaines de ces organisations, ainsi que la MINUSCA et les Nations Unies, s'emploient à soutenir l'accord de paix de 2019 aux niveaux national et sous-national.

Ce chapitre présente l'analyse des données collectées par la NRC en 2018 sur les médiations humanitaires mises en œuvre par DRC et OCHA entre 2014 et 2016 à Boda, Dékoa et dans les quartiers PK5 et Boeing de Bangui. Ce chapitre donne également un aperçu des activités menées par les différents acteurs de paix, acteurs humanitaires et de protection en RCA pour réduire et prévenir les risques de violence, de coercition et de privation délibérée.

3.1 Médiation humanitaire en RCA de 2014 à 2016

La médiation humanitaire est définie comme :

un processus inclusif et volontaire répondant aux préoccupations humanitaires dans les situations d'urgence, dans lequel un acteur neutre et impartial [...] facilite la communication et la collaboration entre les parties prenantes impliquées dans les conflits et/ou affectées par eux, afin de les aider à trouver, par eux-mêmes, une solution mutuellement acceptable. (Humanitarian Mediation Network, 2018: 7).

La médiation humanitaire, aussi parfois appelée médiation d'urgence, diffère des autres processus de médiation. Alors que la médiation politique s'adresse principalement aux leaders politiques et aux leaders d'acteurs armés, la médiation humanitaire se concentre sur l'engagement des membres des communautés. La médiation humanitaire diffère également, car elle se concentre et se fonde sur les questions humanitaires et les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance (Grimaud, 2023). Ses principaux objectifs sont de prévenir et d'atténuer la violence, de prévenir les déplacements forcés et de faciliter le retour volontaire, d'améliorer l'accès à l'aide et aux services et de renforcer le respect des droits fondamentaux (ibid.). La médiation humanitaire suit 10 étapes et adopte 10 principes clés (voir encadré 1).

Encadré 1 Les 10 étapes et les 10 principes de la médiation humanitaire

Un processus de médiation humanitaire suit dix étapes et dix principes.

Les étapes commencent par :

1. L'analyse des conflits, impliquant souvent un atelier de formation avec les principales parties prenantes.
2. Des réunions séparées avec les parties impliquées et/ou touchées par le conflit (pré-médiation).

Si, et seulement si, les parties sont disposées à s'engager dans le processus de médiation, les étapes suivantes peuvent se produire :

3. Ouverture de la médiation, accord et mise en place des règles.
4. Partager l'expérience, le vécu et les préoccupations de chaque partie.
5. Définir l'ordre du jour et les problèmes à discuter et à résoudre.
6. Examiner les sujets à l'ordre du jour.
7. Générer des solutions.
8. Adopter des solutions communément acceptables.
9. Formuler un accord et un plan d'action.
10. Des séances de suivi, parfois associées à un mécanisme de gestion de crise.

Les dix principes sont :

1. Soutenir sans conseiller.
2. Questionner sans évaluer.
3. Comprendre sans adhérer.
4. Encadrer sans influencer.
5. Écouter : entendre, regarder, ressentir.

6. Partager le processus, vérifier, faire valider.
7. Promouvoir l'inclusion et la participation.
8. Réaffirmer son rôle, engager les parties.
9. Prendre le pouls, être dans le moment présent.
10. Établir et générer la confiance.

Source: Grimaud, 2023: 34-35

La médiation humanitaire diffère de la sensibilisation, de l'engagement communautaire traditionnel et des négociations humanitaires. En effet, les acteurs humanitaires utilisent souvent l'engagement communautaire pour sensibiliser plutôt que de faciliter un dialogue : c'est-à-dire qu'ils arrivent dans la communauté avec une solution ou une action spécifique et cherchent à convaincre la communauté de suivre leurs conseils (Lough et al., 2021). La médiation humanitaire n'est pas non plus une négociation humanitaire portant sur des questions touchant les organisations humanitaires et leur interaction avec les civils qu'elles ont pour mission de soutenir : par exemple, l'accès humanitaire, le respect de l'espace humanitaire et les principes humanitaires.²⁵

Entre 2014 et 2016, quand les tensions intercommunautaires étaient au plus haut en RCA et que les populations étaient de plus en plus isolées sans liberté de mouvement ni accès aux services de base et exposées à des niveaux élevés de violence, y compris des massacres de masse (Cinq-Mars, 2014), DRC et OCHA sont intervenues dans plusieurs localités avec une approche innovante : la médiation humanitaire suivant les dix étapes décrites dans l'encadré 1. L'objectif principal de la médiation humanitaire était initialement de protéger les enclaves, de prévenir et de réduire les attaques contre elles. À terme, il était aussi de permettre aux populations de retrouver une certaine liberté de mouvement et d'accès aux services de base, à l'assistance et aux marchés. Il s'agissait également de réduire le risque de violence extrême contre les populations civiles et de faciliter le dialogue entre les populations ainsi qu'entre les organisations humanitaires, les forces de maintien de la paix et les communautés. Très vite, cette approche a été reconnue comme contribuant à la protection des civils en réduisant le risque de violence (Barbelet, 2015 ; IAHE, 2016 ; Jackson et Zyck, 2017).

À Boda, l'intervention de médiation humanitaire a commencé en 2014 lorsque OCHA avait prévu d'évacuer 11 000 musulmans enclavés dans une partie de la ville en raison des menaces de massacre des Anti-balaka. À cette époque, la force militaire bilatérale de l'armée française (les Sangaris) gardait la ligne rouge qui séparait les deux communautés. À Boda, chrétiens et musulmans ont vécu en harmonie pendant de nombreuses années, avec des mariages mixtes et une vie économique et sociale

²⁵ La négociation humanitaire est définie comme « un ensemble d'interactions entre les organisations humanitaires et les parties à un conflit armé, ainsi qu'avec d'autres acteurs concernés, visant à établir et à maintenir la présence de ces organisations dans des situations de conflit, à garantir l'accès aux groupes vulnérables et à faciliter la fourniture d'aide humanitaire et la mise en œuvre des activités de protection » (CCHN, 2019: 1).

étroitement liée entre les deux communautés. À l'arrivée de la Séléka en 2013, la population chrétienne a subi d'importantes violences et a perçu la population musulmane de Boda comme complice des abus commis par la Séléka. Avec la progression des Anti-balaka dans la ville, la population chrétienne a cherché à se venger de la population musulmane, et a commis des atrocités contre elle. La violente vengeance collective trouvait sa source dans l'amertume et un sentiment d'injustice économique, car pendant des années, la population musulmane avait contrôlé l'économie locale, y compris l'exploitation minière. En janvier 2015, la Croix-Rouge estimait que le conflit avait causé 150 morts, 447 blessés, plus de 10 000 déplacés et la destruction de 1 500 maisons (Ngaba, 2015).

Au moment où la violence et les atrocités commises par les deux parties étaient au plus haut, et avant de prendre la décision radicale d'évacuer la population musulmane, OCHA et le cluster protection ont demandé à DRC (qui faisait déjà de la médiation humanitaire dans le PK5) de lancer un processus de médiation humanitaire. L'objectif était d'éviter l'évacuation et le massacre de la population musulmane,²⁶ de rétablir la liberté de mouvement pour permettre l'accès aux services de base (en particulier les écoles et les hôpitaux), de faciliter le retour des ONG humanitaires pour fournir de l'aide à la population et de permettre un retour au vivre ensemble. Le processus de médiation a duré un an et a permis un dialogue qui a atteint les objectifs souhaités. Pour reprendre les mots d'une non-musulmane de Boda, lorsqu'on lui a demandé si la médiation humanitaire avait contribué à (re)construire la confiance entre les participants :

Les relations étaient très difficiles entre les communautés. Pour nous, il semblait impossible d'imaginer qu'il pourrait un jour y avoir une réconciliation entre musulmans et chrétiens. Ce dialogue a rendu l'impossible possible. Nous pouvons maintenant faire des affaires ensemble [musulmans et chrétiens] au marché. Ils [les musulmans] peuvent aller librement sur les chantiers, même s'ils rencontrent les balaka, ils se saluent amicalement.

La situation à Dékoa était similaire à celle de Boda. Cependant, le processus de médiation a été plus court (deux fois pendant dix jours à chaque fois). Il a été mené par un médiateur communautaire – le sous-préfet de Dékoa – qui a été soutenu et formé par OCHA (Jackson et Zyck, 2017: 58). Le choix d'utiliser le sous-préfet a été fait à la suite d'une analyse de sensibilité aux conflits (étape 1 du processus de médiation humanitaire) qui a guidé le processus de médiation. Une partie de l'analyse de sensibilité au conflit vise à identifier tout acteur interne de confiance qui est perçu comme bien placé pour servir de médiateur dans le dialogue impliquant les parties au conflit et la communauté. Dans le cas de Dékoa, cette analyse a conclu que le sous-préfet était le meilleur choix. Le processus de médiation a débouché sur un dialogue visant à rétablir la liberté de circulation et à améliorer la sécurité. Le dialogue a conclu sur un accord de non-agression entre la Séléka et les Anti-balaka. Le marché a été nettoyé et restauré et des bâtiments scolaires ont été construits. Comme le dit cet homme musulman de Dékoa :

²⁶ À titre de comparaison, la même dynamique de conflit s'est produite à Mbaïki dans la même région de Lobaye, mais aucune médiation humanitaire n'a eu lieu. En conséquence, la majeure partie de la population musulmane a quitté de force Mbaïki pour se réfugier au Cameroun voisin.

[Quand] je pense que la MINUSCA avec ses 12 000 hommes n'a rien pu faire. La police et les FACA sont venues ici à Dékoa. Elles n'ont rien fait. Je pense que c'est le dialogue que vous avez mené qui a ramené la paix ici à Dékoa.²⁷

La médiation humanitaire dans le quartier PK5 de Bangui en 2014 visait à améliorer la sécurité dans l'enclave et le rôle des forces de maintien de la paix. Le PK5 est un quartier majoritairement musulman, mais avec des populations d'origines diverses (Kilembe, 2015) (voir encadré 2). La médiation visait à rassembler les populations du PK5 et les différentes forces de maintien de la paix afin de faciliter la communication et le rétablissement de la confiance entre elles. En effet, après la chute du gouvernement de Djotodia, les interventions des forces de maintien de la paix et d'autres forces bilatérales (Sangaris, Opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine, MISCA) ont été perçues comme contribuant à la vulnérabilité du PK5 aux attaques Anti-balaka. Il s'agissait notamment du désarmement forcé des acteurs armés de la Séléka ou associés à la Séléka au moment de la montée des Anti-balaka. Ce désarmement a non seulement rendu la population musulmane sans défense contre les représailles Anti-balaka, mais il a également nourri la perception que la Sangaris et la MISCA n'étaient pas impartiales ou neutres (Barbelet, 2015). La médiation a contribué à rétablir une meilleure communication entre les populations et les Casques bleus et à renforcer la confiance. Toutefois, comme on le verra plus loin, les résultats de la médiation ont été de courte durée et ont été compromis par plusieurs vagues de violence.

Encadré 2 Le quartier PK5 à Bangui

Le quartier PK5 est le principal quartier musulman de la ville de Bangui et le centre économique le plus important de la capitale. Avant la crise de 2013, le quartier était perçu comme une illustration de la cohésion sociale en RCA puisque des échanges commerciaux entre les communautés et des mariages interreligieux pouvaient y avoir lieu sans difficulté.

Pendant la crise de 2013, les populations non-musulmanes ont été forcées de quitter le PK5 qui est alors devenu une enclave pour la communauté musulmane face aux attaques des non-musulmans basés dans les quartiers environnants. Les tensions intercommunautaires et les propos clivants associés ont eu des répercussions négatives sur l'économie de toute la capitale et ont fait du quartier une priorité essentielle de démobilisation et de désarmement par les autorités nationales.

²⁷ Il importe de noter que si la population a cette perception négative des forces de maintien de la paix de la MINUSCA et de leur efficacité pour réduire et prévenir la violence, la MINUSCA, par l'intermédiaire de son Département des affaires civiles, a grandement contribué aux efforts de médiation humanitaire par des activités complémentaires. Il y a eu une étroite collaboration entre le Département des affaires civiles de la MINUSCA et les interventions de médiation humanitaire tout au long du processus.

À Boeing, quartier majoritairement chrétien, plusieurs campagnes de médiation ont eu lieu. Menée par les Affaires civiles de la MINUSCA, la médiation s'est concentrée sur l'accès des musulmans du PK5 au cimetière.²⁸ Cette médiation a abouti à la signature d'un pacte de non-agression et à l'accès des musulmans au cimetière. Une deuxième médiation a porté sur un dialogue entre les populations déplacées de Boeing et les organisations humanitaires. Cette deuxième médiation, menée par OCHA, faisait suite à une flambée de violence et à la réaction hostile contre la construction de logements destinés à faciliter le retour à Boeing des populations déplacées.²⁹ Pour faciliter le retour des PDI, un programme de reconstruction de logements a été mis en place, car de nombreuses habitations avaient été détruites pendant le conflit. Déçus par la qualité des logements construits par les organisations humanitaires, les habitants de Boeing les ont détruits. Ces organisations avaient appelé OCHA à animer un processus de médiation visant à établir un dialogue entre les organisations humanitaires, les autorités locales, les FACA et la population pour convenir d'activités d'aide au retour des populations déplacées.

3.1.1 Impact des médiations de 2014-2016

Dans l'ensemble, l'analyse des données issues des questionnaires de 2018 du NRC montre que les campagnes de médiation humanitaire ont eu un impact positif dans toutes les localités malgré quelques différences.³⁰ De manière générale :

- L'analyse confirme que la médiation humanitaire a contribué à améliorer la sécurité et la protection des civils, en réduisant la violence et des agressions.
- La médiation humanitaire a également contribué à la liberté de circulation et à l'accès aux services de base, notamment grâce au rétablissement des autorités administratives locales. Les personnes interrogées ont mentionné en particulier l'accès au marché, la possibilité de se déplacer dans la ville et ses environs immédiats, l'accès à l'école et l'accès à l'hôpital.
- La médiation humanitaire a également contribué à traiter d'autres problèmes au sein de la communauté, notamment les conflits familiaux et la violence domestique.
- La médiation humanitaire, en particulier pendant les phases de dialogue, a facilité les rencontres entre différents acteurs et populations qui n'avaient pas de contact direct auparavant en

28 La population musulmane du PK5 utilisait le cimetière du quartier de Boeing avant le conflit de 2013. L'isolement du PK5 et la présence des Anti-balaka dans le quartier de Boeing ont empêché les musulmans du PK5 d'enterrer leurs défunts dans le cimetière. Cette médiation humanitaire a rétabli l'accès des musulmans au cimetière. Il est important de noter que dans le cadre de son travail dans le domaine des affaires civiles, la MINUSCA a appuyé plus de 21 initiatives locales de paix en RCA.

29 Cette médiation a été menée par OCHA au niveau institutionnel, mais a été dirigée par les personnes qui avaient dirigé les interventions de médiation humanitaire du DRC. Il est important de noter que les interventions de médiation humanitaire, comme indiqué plus loin dans le document, n'ont pas été institutionnalisées au sein du DRC ou OCHA, mais ont été le fruit d'efforts et d'initiatives individuels.

30 Les données ont été analysées par religion et par genre. Toutefois, aucune différence n'a été relevée entre les différentes religions et selon le genre des répondants. Les résultats de l'analyse sont donc présentés par localité.

raison des différends intercommunautaires issus du conflit. Ainsi, depuis le début du conflit, les organisations communautaires n'étaient plus en mesure de rassembler des membres de différentes religions. À l'issue du processus de médiation humanitaire, toutes les membres des organisations communautaires de femmes pouvaient de nouveau se rencontrer. Cela a permis de renouveler les canaux de communication entre les communautés, mais aussi d'établir des lignes de communication avec les acteurs humanitaires et les Casques bleus.

- La médiation humanitaire a également permis de dissiper les malentendus, d'apaiser les tensions et d'instaurer la confiance entre les participants au dialogue.
- Le processus de médiation humanitaire a renforcé la capacité des communautés à résoudre et gérer les conflits de manière pacifique.
- La médiation humanitaire a permis le retour des organisations humanitaires et le retour des autorités locales.

La figure 1 présente une analyse plus quantitative des résultats de l'enquête menée en 2018 par le NRC sur l'impact des campagnes de médiation humanitaire. Cette analyse quantitative met en évidence certaines différences entre les localités et en termes d'impacts.

On constate ainsi que l'impact de la médiation humanitaire varie considérablement d'un endroit à l'autre. À Boda, 97,5 % des personnes interrogées pensent que la médiation humanitaire de DRC a contribué en totalité ou de manière significative à améliorer la sécurité et la protection des civils. À Dékoa cette réponse s'élève à 88,3 % (voir le graphique (a) dans la figure 1). Ce résultat contraste fortement avec les quartiers de Boeing et du PK5 à Bangui où une majorité des personnes interrogées (71,4 % à Boeing et 42,9 % au PK5) affirment que la médiation humanitaire n'a eu que peu d'impact sur la sécurité et la protection des civils. À l'exception de Bangui, les localités où la médiation humanitaire est intervenue n'ont pas souffert des vagues de violence de 2017 et 2018 (Humanitarian Mediation Network et al., s.d.). À Boda, la présence de Casques bleus n'était plus nécessaire à partir de 2017 en raison du bon niveau de sécurité dans la ville. On retrouve les mêmes tendances pour les résultats de tous les indicateurs d'impact mesurés par l'enquête. Cependant, l'impact de ces résultats positifs diffère selon la localité.

Figure 1 Réponses à l'enquête sur l'impact des campagnes de médiation humanitaire, par localité

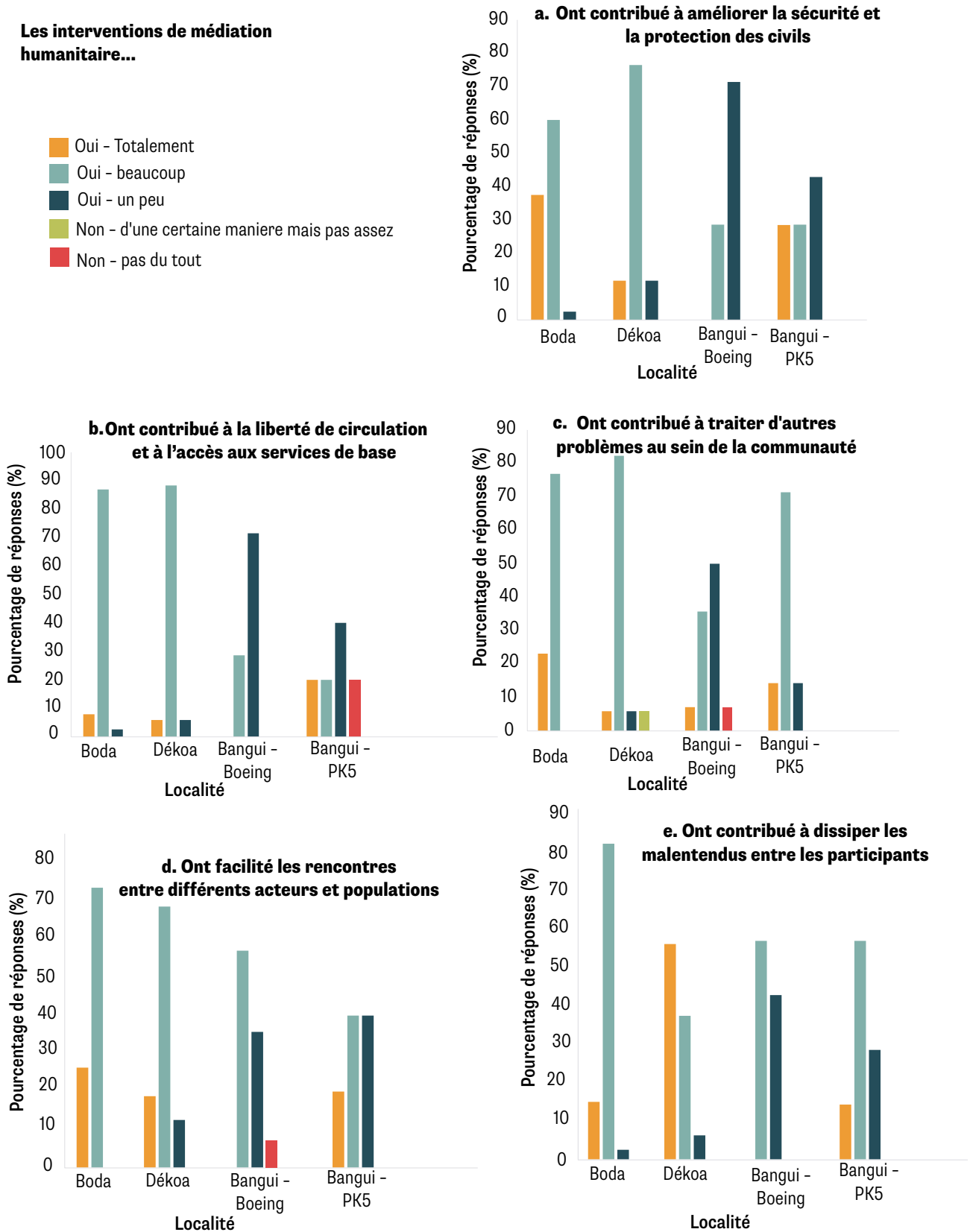
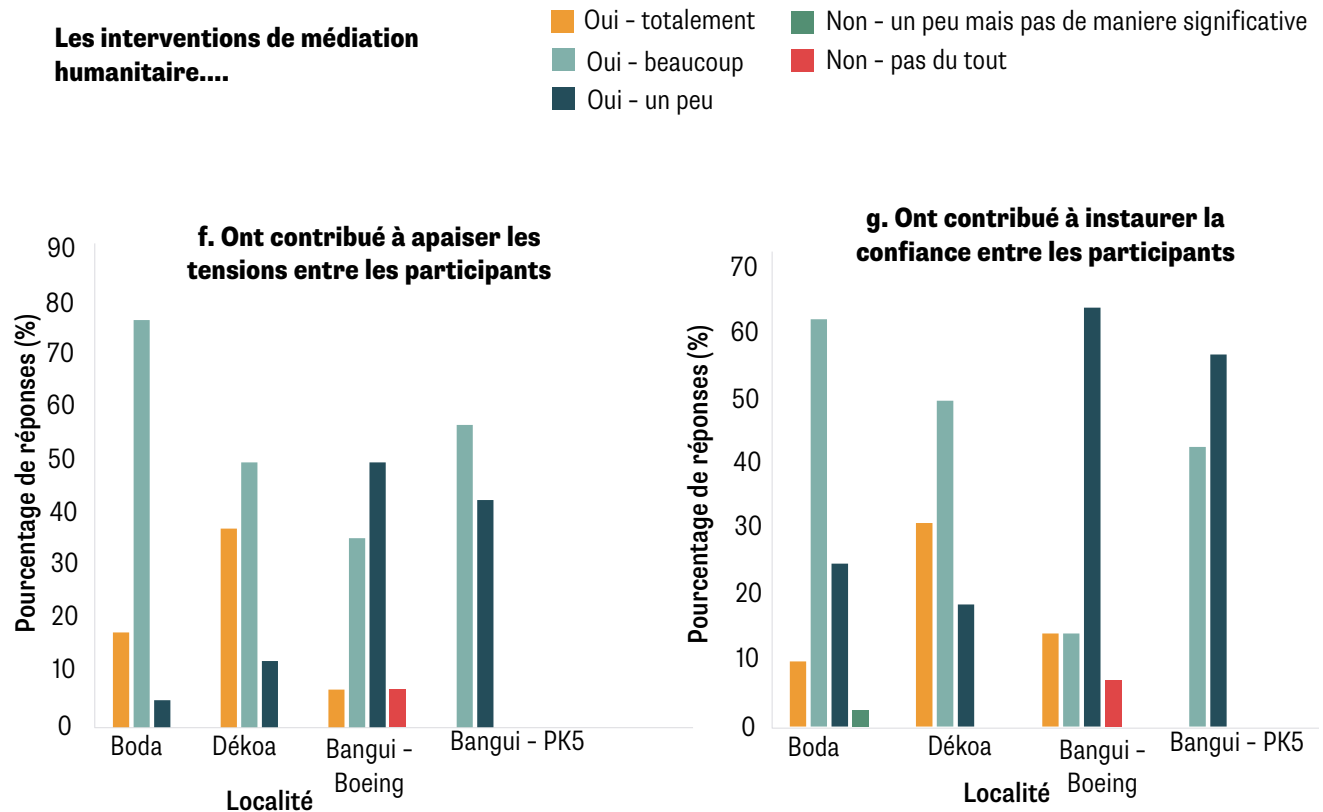


Figure 1 suite



À Boeing et au PK5, les personnes interrogées ont parlé d'un impact positif, mais de courte durée et à petite échelle. L'analyse du contexte et les entretiens avec les acteurs humanitaires montrent comment les interactions entre plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Premièrement, Boeing et le PK5 sont des quartiers de Bangui. Ils peuvent donc être plus vulnérables aux dynamiques politiques nationales, car les chefs des acteurs armés sont plus susceptibles d'être influencés par ces dynamiques en raison de leur proximité avec les forces politiques nationales qui pourraient bénéficier de la violence. En effet, à Boda et à Dékoa, la dynamique des conflits était très localisée et quelque peu dissociée de la dynamique des conflits au niveau national. Le processus de médiation pouvait donc se dérouler sans manipulation ni interaction de la part des dirigeants politiques nationaux et des chefs des acteurs armés. Deuxièmement, à Boda et Dékoa, certaines personnes ayant le pouvoir de saboter le processus de médiation participaient directement au processus. Ce n'était pas le cas à Boeing et au PK5 où la médiation excluait les personnes puissantes qui ne se trouvaient pas physiquement dans la communauté ou n'y appartenaient pas, mais qui avaient malheureusement le pouvoir de mobiliser des individus pour commettre des actes de violence.

Troisièmement, dans les communautés de Boda et de Dékoa, malgré la diversité de leur composition religieuse et ethnique, les habitants ont grandi ensemble, sont allés à l'école ensemble et se sont mariés entre eux. De ce fait, même si la cohésion entre ces communautés s'était trouvée fracturée pendant le conflit, il existait un tissu social et un capital social sur lesquels le processus de médiation pouvait s'appuyer. Le PK5 et Boeing n'ont pas le même capital commun, en particulier le PK5 qui est composé de plusieurs sous-groupes, ethnies et origines nationales différentes. Il existe donc un capital social moins important pour faciliter le processus de médiation humanitaire. En particulier, au PK5 le consensus sur l'intérêt de rétablir la paix et de réduire la violence était plus faible, ce qui était en partie lié aux avantages économiques que certains individus pouvaient tirer du chaos existant :

les groupes armés qui occupent le PK5 depuis 2014 défendent avant tout une position économique. S'ils s'accrochent aussi obstinément au PK5, ce n'est pas pour défendre les musulmans de Bangui comme ils le prétendent, mais pour défendre le contrôle qu'ils exercent sur l'économie locale. En effet, bien que les dirigeants de l'ex-Seleka vivent dans le nord du pays depuis leur départ forcé de Bangui, certains d'entre eux conservent des intérêts financiers dans le PK5. (Vircoulon, 2020 : 21)

En dehors des différences géographiques, c'est dans le domaine du rétablissement ou de l'instauration de la confiance entre les participants au dialogue que la médiation humanitaire a eu le moins d'impact (voir le graphique (g) de la figure 1). Les participants ont mentionné que même si la médiation humanitaire avait permis de recommencer à vivre ensemble avec « des cœurs apaisés », ils n'oublient pas les agressions et les violences commises. Le processus de médiation humanitaire ne cherche pas à être un processus de justice transitionnelle, de réconciliation ou de pardon. Il s'agit d'un processus à court terme qui vise à sauver des vies. Il ne peut donc pas rétablir une confiance totale, mais a néanmoins permis le retour d'un certain degré de confiance dans la vie quotidienne. À la question de savoir quels éléments prouvaient un retour de la confiance après la médiation humanitaire, un participant a répondu qu'aujourd'hui un chrétien peut emprunter de l'argent à un musulman ou lui demander un prêt sur le marché.

3.1.2 Enseignements tirés de l'expérience des interventions de médiation humanitaire de 2014-2016

Les participants aux médiations humanitaires ont souligné l'importance de la formation préliminaire (étape 1 du processus dans l'encadré 1). Ces formations ont porté sur l'analyse participative du conflit, sur la gestion des rumeurs et des informations et sur la cohésion sociale. Le processus d'analyse participative du conflit est particulièrement pertinent, car il a aidé les participants à réfléchir à leur situation et au conflit. Cela les a aidés à adopter une nouvelle perspective du conflit, en laissant de côté les perceptions, les hypothèses et les informations inexacts, ce qui a favorisé une meilleure prise de conscience des véritables moteurs et dynamiques du conflit. Comme l'a mentionné une personne interrogée, la question de la religion n'apparaît nulle part dans ces analyses participatives du conflit. Cela démontre également que même si le processus de médiation ne débouche pas sur un dialogue, cette formation sème des graines qui contribuent à réduire la violence au sein des communautés et

entre elles. Le succès du processus de médiation ne se réduit pas seulement au résultat du dialogue et aux accords conclus, mais il constitue une fin en soi pour rouvrir un espace de dialogue et de réflexion critique.

Le niveau d'inclusion des différents groupes et sous-groupes communautaires dans le processus de médiation était important. Les premiers ateliers et rencontres ont impliqué toutes les catégories sociodémographiques, y compris les femmes, les jeunes et les acteurs armés. Cela a permis de faire percevoir le dialogue comme inclusif même lorsque moins de personnes participaient au dialogue qui a suivi la formation et la pré-médiation. À Boda et à Dékoa, les représentants des différents groupes qui ont participé au dialogue se sont efforcés de communiquer tout au long du processus avec les groupes qu'ils représentaient et l'ensemble de la communauté pour diffuser ce qui avait été dit. Toutefois, à Dékoa, la courte durée de la médiation a fait que certaines personnes ne se sont pas senties entendues. Aucun groupe démographique spécifique ne se sentait ignoré, mais il y a eu un retour général selon lequel les gens n'ont pas eu assez de temps pour partager leurs points de vue pendant le dialogue en raison du temps limité qui lui a été alloué.

À PK5 et Boeing, certains ont déploré l'absence de certains leaders des milices d'autodéfense, ce qui a eu un impact négatif sur le processus. Le principe de la participation volontaire au cœur de l'approche de médiation signifie que même si les médiateurs font un effort pour être inclusifs, il n'est pas de leur ressort de décider qui participe ou non au processus. À Boda, non seulement la communauté a décidé de demander à certaines personnes de ne pas participer au processus, mais elle leur a aussi demandé de quitter la ville pour le bien de la communauté. Les médiateurs externes sont confrontés à la question de savoir s'ils doivent pousser à une participation inclusive, en particulier de ceux qui pourraient nuire au processus, ou laisser les communautés et les individus décider eux-mêmes qui doit participer ou non. Les médiateurs extérieurs à la communauté, tels que les acteurs humanitaires, peuvent néanmoins encourager la participation de personnes clés lors de la pré-médiation sans les forcer, et ils peuvent souligner l'importance de la présence des leaders des groupes armés ou des acteurs responsables de la violence pour maximiser les chances de succès. La question reste de savoir comment les médiateurs humanitaires peuvent respecter au mieux la volonté des communautés tout en encourageant la participation des principaux auteurs de la violence. La phase préalable à la médiation est essentielle pour résoudre ce dilemme et amener avec tact les parties au conflit dans le processus de dialogue.

Les processus de médiation humanitaire ont tous été associés à des activités complémentaires et à d'autres interventions qui ont suivi le dialogue. À Boda, Dékoa et Boeing, les participants ont évoqué en particulier l'impact du projet Cash for Work de l'Organisation internationale pour les migrations, qui a rassemblé chrétiens et musulmans autour de la reconstruction d'infrastructures telles que le marché, l'école, le commissariat et la mairie. Les liquidités fournies dans le cadre du programme ainsi que les développements d'infrastructures qu'il a rendus possibles ont été considérés comme des contributions à la paix. En outre, le programme a été considéré comme renforçant davantage les liens entre les communautés en conflit. D'autres organisations, dont l'Église, ont mené des activités de cohésion sociale et de sensibilisation à la non-violence. La MINUSCA, grâce au déploiement de ses forces et au travail des assistants de liaison communautaires, participe également aux interventions de suivi qui

ont contribué à améliorer la sécurité, la protection des civils et la liberté de circulation. Les projets à impact rapide sont complémentaires de la médiation lorsqu'ils reconstruisent certains espaces et infrastructures qui relient les communautés entre elles comme les marchés, les routes, les écoles ou les mairies. La MINUSCA, par l'intermédiaire de son Département des affaires civiles, a joué un rôle essentiel en proposant ces activités complémentaires et a collaboré étroitement avec les interventions de médiation humanitaire. Il est difficile de savoir si la médiation humanitaire seule peut créer l'impact décrit ci-dessus ou si ces activités complémentaires font partie intégrante de ce succès.

Le processus a également renforcé la capacité des communautés à gérer et à résoudre les conflits de manière pacifique et a créé une plus grande résilience des communautés face aux conflits. L'atelier de formation aux premières étapes du processus de médiation a également contribué à un impact durable en donnant à la communauté de nouveaux outils pour réduire les conflits. De nombreux participants au processus de médiation ont parlé de leur capacité post médiation à gérer de petits conflits quotidiens et ainsi éviter une montée des tensions entre les communautés. Au PK5 et à Boeing, les participants ont mentionné l'importance d'avoir rétabli les canaux de communication entre les communautés et la façon dont ils pouvaient utiliser ces outils pour la gestion pacifique des conflits et pour gérer les rumeurs. À Dékoa, le processus a conduit un général de la Séléka à déclarer à toute la communauté et au commandant Anti-balaka que si la ville rencontrait de nouveaux problèmes liés à la sécurité, il serait le premier à convoquer une réunion pour résoudre ces problèmes pacifiquement.

La médiation humanitaire est également apparue comme une forme efficace d'engagement entre les communautés et les organisations humanitaires. Le cas de la médiation humanitaire de Boeing démontre qu'il y a eu un manque d'espace réel de dialogue entre ces acteurs en 2015. Il montre également comment la médiation, contrairement à la façon traditionnelle dont les organisations humanitaires engagent les communautés (par exemple par le biais de leaders communautaires, d'évaluations des besoins ou de comités liés à l'aide humanitaire), peut permettre à ces dernières de communiquer leurs besoins de manière plus organique et efficace. Cela aide les acteurs humanitaires à mettre en place de meilleurs programmes. Cette forme d'engagement communautaire avec les acteurs humanitaires permet une plus grande redevabilité, une plus grande dignité des populations, le respect de leur participation et de leur capacité à participer au processus décisionnel qui les concerne. En s'engageant dans une communication soutenue par la médiation, les communautés viennent au dialogue au même titre que les organisations humanitaires, ce qui rarement le cas d'habitude. En effet, même si les organisations humanitaires déploient des efforts de redevabilité envers les personnes affectées, elles détiennent le pouvoir en disposant des ressources alors que les communautés sont « bénéficiaires » de ces ressources.

Toutefois, les activités de médiation humanitaire ont souffert d'un manque d'ancrage institutionnel au fil du temps et d'un manque de financement. C'était la première fois que DRC et OCHA utilisaient cette approche et elle a été initiée et dirigée par les mêmes personnes dans les deux organisations. Cette approche a été adoptée contre la volonté de certains membres de la direction de ces organisations.

L'absence d'ancrage institutionnel a pour conséquence que la médiation humanitaire s'est appuyée sur un petit nombre de personnes formées avec un financement limité. Les capacités ont donc été dispersées dans plusieurs localités, ce qui a fait que certains processus de médiation humanitaire, comme à Dékoa, ont été trop courts. Le manque de capacités a fait que certains processus plus compliqués, comme celui du PK5, n'ont pas abouti en raison de changements importants dans les parties prenantes (en particulier au sein de la structure de commandement de la Sangaris) à un moment clé de la médiation qui aurait nécessité un investissement plus important et un retour à la pré-médiation.

Ce manque de moyens a également nui au suivi après la médiation. Bien que certaines activités de post-médiation aient été conçues, elles n'ont pas pu être mises en œuvre faute de financement et de moyens humains. À Boda et Dékoa, les participants ont déploré l'absence d'intervention dans les villages situés le long des routes à l'extérieur de la ville, car cela continuait à créer une grande insécurité lors des déplacements. Les participants ont également appelé au renforcement des capacités de gestion des conflits et à actualiser les formations, comme celles dispensées avant la médiation, pour un plus grand nombre de membres de la communauté. Le renforcement des capacités des individus au sein de la communauté a clairement été considéré comme la solution préférée, au lieu de compter sur des interventions extérieures des ONG à l'avenir.

L'approche de ces médiations humanitaires n'a pas consisté à injecter de l'argent ou des ressources dans le processus. Les participants n'ont pas été payés. Il n'y a pas eu de distribution d'eau, de boissons ou de nourriture pendant les ateliers et le dialogue. Il n'y a pas eu d'aide financière pour le transport. Plusieurs participants de Boda ont mentionné l'absence d'indemnité journalière ou de rémunération pour leur participation à des ateliers et au dialogue. Cette approche a été adoptée pour ne pas risquer de saper le dialogue et la base volontaire du processus en suscitant des tensions ou des perceptions d'injustice, qui auraient pu se produire si les personnes concernées avaient eu accès à des prestations. De plus, cette approche était fondée sur le fait que si le processus de médiation est utile et nécessaire, la communauté investira son temps sans compensation financière ou autres avantages économiques. Le rôle de l'argent et des ressources a été évoqué tout au long de cette étude par les acteurs humanitaires et par les acteurs de paix. Il est examiné plus en détail ci-dessous.

3.2 Défis et opportunités pour la médiation humanitaire et autres approches visant à réduire le risque de violence et de protection en RCA

3.2.1 Défis et opportunités pour la médiation humanitaire en RCA

Bien que la médiation humanitaire ait été reconnue comme une approche innovante ayant un impact positif sur la protection des civils grâce à la réduction de la violence (Barbelet, 2015; Jackson et Zyck, 2017), elle a rencontré et continue de rencontrer certaines difficultés. Depuis sa mise en œuvre en 2014, elle a été perçue comme très risquée par la direction des organisations qui l'ont soutenue. En effet, ces organisations la jugeaient trop proche des processus et des enjeux politiques même si ses instigateurs essayaient de la distinguer des processus politiques. Cela était souvent dû au fait que ces organisations

percevaient tout travail intitulé « médiation » comme un processus politique et donc dépassant le cadre de l'action humanitaire. La médiation humanitaire a également été jugée trop risquée en raison de la présence d'acteurs armés et de la nécessité de disposer de personnel dans des lieux très instables et peu sûrs. Elle est également nouvelle et ne fait pas partie des interventions de protection humanitaire acceptées et classiques. Enfin, la culture paternaliste du secteur humanitaire, en particulier en 2013, n'accordait que peu d'importance à l'autonomie et à la capacité d'agir des communautés, souvent perçues comme inexistantes.

Les membres du personnel qui soutenaient la médiation humanitaire en RCA à l'époque ont fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'une partie de leur direction³¹ de leur propre organisation ainsi que des autres acteurs de protection (encadré 3). Peu à peu, cela a provoqué la fin du programme de médiation humanitaire en RCA et le départ du personnel de DRC et OCHA formé à cette approche.³²

Encadré 3 Médiation humanitaire : l'innovation en pleine crise

Cette étude de cas nous enseigne qu'il peut y avoir un espace pour innover et chercher de manière proactive à réduire les menaces de violence, même en plein conflit. Malheureusement, ces innovations restent trop souvent non institutionnalisées en raison d'un appétit limité pour le risque de la part de la direction des organisations humanitaires et de protection – y compris leur siège. Ceux qui ont lancé et recommandé l'approche de médiation humanitaire ont pris un risque important pour leur carrière en s'opposant aux pratiques conventionnelles.

En conséquence, le secteur humanitaire, et en particulier le secteur de la protection, reste figé par la décision des donateursⁱ et des décideurs au sein des organisations de se limiter à une liste d'interventions acceptées qu'ils perçoivent comme respectant les paramètres de la protection humanitaire. À cela s'ajoute le manque de reconnaissance dans le secteur de la protection, qui tend à aborder la protection sous l'angle des droits et à un niveau juridique, que la réduction de la violence conduira à de meilleurs résultats en matière de protection. Non seulement cela tue l'innovation, mais cela empêche également de tirer les leçons de ces approches et de les institutionnaliser là où elles fonctionnent.

ⁱ De 2014 à 2016, les membres du personnel impliqués dans la médiation humanitaire ont eu du mal à convaincre certains donateurs, comme l'Union européenne et la Suisse, des avantages de celle-ci. Cependant, depuis 2016, et peut-être en raison du renouvellement du personnel, il est devenu plus difficile de convaincre les donateurs de financer les efforts de médiation humanitaire en RCA.

31 Ce point doit être nuancé par le fait que le travail de ces membres du personnel était soutenu par certains cadres supérieurs, mais pas tous, en particulier au niveau du siège.

32 Le personnel recruté sur le plan national a été formé aux interventions de médiation humanitaire et les a mises en œuvre. Lorsque les initiatives se sont arrêtées avec DRC et OCHA à la fin de 2016, ces membres du personnel ont rejoint d'autres organisations, y compris la NRC, qui dirige désormais la médiation humanitaire en RCA. Un réseau national de médiateurs de la RCA a également été créé à la suite de ce travail.

En 2023, la médiation humanitaire est davantage ancrée sur le plan institutionnel, avec un programme de médiation géré par la NRC en RCA depuis 2018 (Humanitarian Mediation Network et al., s.d.). La médiation humanitaire fait également partie intégrante de la stratégie du cluster protection et est mentionnée dans le Plan de réponse humanitaire 2023 (OCHA, 2023c: 66–67). Mais malgré une plus grande acceptation dans le secteur de la protection en RCA, le programme de médiation humanitaire peine à trouver des financements. Parmi les raisons de ces difficultés figure le fait que les donateurs ne financent pas cette approche parce qu'ils ne la reconnaissent pas dans leur liste convenue d'approches de protection humanitaire. Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude estiment qu'il est difficile de financer la médiation humanitaire parce qu'elle ne peut promettre de produire un niveau donné de réalisations et de résultats. En effet, les organisations qui soutiennent la médiation humanitaire n'ont aucun contrôle sur l'ampleur de la médiation humanitaire nécessaire et sur le nombre qui iront jusqu'à l'étape du dialogue et d'un accord final. L'incapacité de promettre un niveau de résultat ne cadre pas avec la culture du financement humanitaire et la façon dont il mesure le succès de l'action humanitaire. En effet, les interventions humanitaires ont tendance à être jugées en fonction de leurs résultats plutôt que de leurs réalisations et de leurs impacts. Les donateurs ont tendance à préférer des projets humanitaires visibles avec un cadre logique simple qui assure au moins la « livraison » de résultats au plus grand nombre. La médiation est axée sur la facilitation plutôt que sur la prestation et elle recherche plutôt la création d'un espace neutre de dialogue où les communautés peuvent décider elles-mêmes. En outre, les donateurs adoptent trop souvent une attitude prudente face au risque, ce qui ne correspond pas aux réalités des conflits et de la médiation. En effet, les conflits et la médiation entraînent des risques importants d'échec échappant au contrôle des acteurs humanitaires et de paix. Malheureusement, si les donateurs et les acteurs humanitaires ne changent pas leur mesure du succès, cela restera un obstacle important au développement d'approches plus institutionnalisées pour réduire les menaces de violence.

Le manque de financement est également dû au manque de communication stratégique avec les donateurs sur les résultats et l'impact de la médiation humanitaire. En effet, la médiation humanitaire n'est pas bien financée, car elle n'a pas encore convaincu la direction des organisations humanitaires et les donateurs de son efficacité en termes de protection. Enfin, la médiation humanitaire est une approche qui n'est pas suffisamment connue ou comprise par les donateurs et la direction des organisations humanitaires. Les acteurs humanitaires doivent donc s'efforcer de donner une plus grande visibilité à la médiation humanitaire, communiquer davantage pour mieux faire comprendre et connaître les impacts de la médiation humanitaire, et offrir un dialogue ouvert avec les donateurs sur les risques et la manière de définir les attentes et le succès de la médiation humanitaire. Ces efforts pourraient être mis en place avec l'aide des acteurs de paix qui ont eux-mêmes dû faire comprendre aux donateurs les risques et les possibilités de la médiation dans les programmes de consolidation de la paix.

3.2.2 Prévention dans la protection humanitaire en RCA

Plus généralement, la prévention des menaces de protection est désormais un enjeu central de la réponse humanitaire en RCA. Outre la médiation humanitaire, la stratégie du cluster protection repose

sur des « interventions visant à empêcher que la violence ne se produise ou ne se reproduise », y compris le suivi des efforts d'autoprotection des civils, en particulier par des approches communautaires (OCHA, 2023c: 66).

Par exemple, depuis 2017, la stratégie de protection d'Oxfam repose sur la création de comités de protection communautaire qui sont formés sur leurs droits et sur les méthodes de plaidoyer. Ces comités effectuent des analyses des menaces à la protection pour élaborer des plans pour réduire ces menaces (Lindley-Jones, 2018). D'autres ONG humanitaires et de protection en RCA ont adopté cette approche de protection communautaire, qui peut se résumer par les activités suivantes :

- créer des comités de protection au sein de la communauté ;
- former et renforcer les capacités ;
- analyser les menaces et les risques de protection ;
- créer un plan de réduction des risques ;
- plaider auprès des autorités administratives locales et des acteurs humanitaires ;
- permettre le référencement vers des services de protection, de justice, psychosociaux et médicaux.

Selon une organisation humanitaire, les comités de protection ne sont pas systématiquement créés : s'il y a déjà une structure existante, l'organisation travaille avec elle. Cependant, la même organisation note que les déplacements et les conflits peuvent modifier le tissu social et qu'il est souvent nécessaire de créer des comités, car aucune structure communautaire n'est en place.

Étonnamment, à la différence de ce qui a été observé dans les communautés de Bria, Bambari et Mbaïki, aucune de ces organisations n'indique que ces comités de protection communautaire mènent un engagement avec les acteurs armés pour négocier la réduction de la violence. Les entretiens avec ces acteurs de protection confirment que dans d'autres pays, ces comités engagent des acteurs armés, mais qu'ils n'ont pas observé cette pratique en RCA. En même temps, il n'est pas certain que ces acteurs de protection aient expliqué à ces comités que l'engagement avec les acteurs armés peut faire partie de la panoplie d'outils qu'ils peuvent utiliser. Deux hypothèses se présentent : soit les communautés sont réticentes à parler ouvertement avec les acteurs humanitaires de leur engagement avec les acteurs armés, soit les comités de protection mis en place ne sont pas considérés par la communauté comme le bon moyen de dialoguer avec les acteurs armés. Cependant, ces comités de protection plaident auprès des autorités locales pour que ces dernières transmettent des demandes spécifiques à la MINUSCA que les Casques bleus soient déployés à certaines heures et à certains endroits pour que leur impact sur la vie quotidienne et la protection de la communauté soit le meilleur possible (par exemple pour faciliter l'accès au marché, aux champs ou à l'école).

La NRC a également adopté des approches communautaires proactives dans son programme de protection, mais les a liées à un large éventail de modalités associées à la consolidation de la paix, à la cohésion sociale et à la réforme de la sécurité. Ces approches sont également axées sur la résilience

et le renforcement des capacités, en étroite collaboration avec les communautés pour les aider à trouver et à mettre en œuvre leurs propres solutions. En effet, le NRC aborde la protection à travers les activités suivantes :³³

- analyse participative de la protection;
- médiation humanitaire;
- dialogue communautaire sur les obstacles à la coexistence pacifique avec les communautés;
- plans de sécurité communautaire;
- soutien aux initiatives de consolidation de la paix par le renforcement des capacités des organisations locales;
- programmes communautaires d'éducation à la paix;
- renforcement des techniques de plaidoyer des communautés;
- renforcement des capacités des autorités locales et des chefs communautaires et religieux en matière de risques de protection et de gestion pacifique des conflits.

L'équipe humanitaire pays et le groupe de coordination inter-clusters invitent certaines ONG humanitaires nationales à négocier l'accès dans les zones difficiles. Ils mettent à profit cette occasion pour engager un dialogue sur la protection avec les communautés et les acteurs armés. Une ONG humanitaire nationale aborde la question de l'accès en collaborant étroitement avec les communautés qui ont déjà des relations avec des acteurs armés, souvent fondées sur leurs relations familiales ou l'origine géographique de ces acteurs armés au sein de la communauté. Cette ONG utilise le lien avec la communauté pour avoir accès à des acteurs armés non étatiques. Elle renforce en même temps la capacité de la communauté en matière de protection et de plaidoyer, en invitant la communauté à rencontrer ensemble des acteurs armés. Cette approche a assuré l'accès humanitaire de la communauté humanitaire internationale et nationale. Elle a également amélioré le dialogue entre les acteurs humanitaires et la communauté, en renforçant la capacité des communautés à engager les acteurs armés.

3.2.3 Prévention et réduction des risques de violence chez les acteurs de paix

Outre les interventions des acteurs humanitaires pour réduire le risque de violence, de coercition et de privation délibérée, un nombre important d'organisations internationales et locales se concentrent sur la consolidation de la paix (acteurs de paix), utilisant la médiation des conflits et les interventions de cohésion sociale pour réduire et prévenir le risque de violence. Les acteurs de paix travaillent en partie pour soutenir l'accord de paix de 2019 au niveau national, en particulier pour s'assurer que les communautés locales sont pleinement intégrées dans ce processus. Cependant, en raison de la politique gouvernementale plus agressive en matière de résolution des conflits, les acteurs de paix se

33 Notons que la NRC ne met plus en œuvre l'intégralité de ces activités en RCA. Cependant, bon nombre d'entre elles ont inspiré la nouvelle stratégie de protection et de réduction de la violence de la NRC, qui met l'accent sur des approches de protection proactives menées par la communauté.

concentrent désormais davantage sur la gestion des conflits locaux et sur le soutien aux communautés pour qu'elles les gèrent. Cela s'inscrit dans une logique selon laquelle sans réduction de la violence communautaire au niveau local, il ne peut y avoir de paix au niveau national (Interview 24).

La majorité des acteurs de paix s'efforce d'aider les communautés à réduire le risque de violence, notamment par l'implication des forces de sécurité, la promotion de la cohésion sociale, la médiation dans les conflits entre éleveurs et agriculteurs, le rétablissement des services et des autorités locales, le maintien d'espaces de dialogue, la justice locale et l'influence sur la perception de la sorcellerie et son impact sur les conflits locaux.³⁴ Ces approches tendent à renforcer la résilience des communautés dans la gestion de leurs propres conflits et la réduction de la violence quotidienne. Il s'agit toutefois d'une entreprise de longue haleine qui repose sur une présence locale continue, souvent par l'intermédiaire d'acteurs communautaires qui étaient déjà actifs dans la médiation des conflits et la réduction de la violence avant l'arrivée de ces acteurs extérieurs. Selon un acteur de paix, il faut au moins trois ans pour rendre un comité de médiation et de paix indépendant et capable de gérer seul les conflits.

En outre, la MINUSCA, par l'intermédiaire de son Département des affaires civiles, contribue à l'analyse des dynamiques de la violence au niveau local, fournissant les informations nécessaires au déploiement des forces de la MINUSCA dans le cadre de son mandat de protection des civils. Elle participe également à des médiations et met en place des projets à impact rapide. Le Département des affaires civiles a déployé 78 CLA autour de 12 bureaux de la MINUSCA et 35 bases de maintien de la paix. Avec la communauté et ses représentants, ils ont mis en place des systèmes communautaires d'alerte précoce et des plans d'action communautaires appuyés par plus de 3 000 bénévoles.

34 Comme l'explique Roland Marchal : « Il ne faut pas se moquer de la sorcellerie ou être surpris par son importance. Bien que répandue dans la région, elle atteint des proportions épidémiques en RCA, où elle peut entraîner la mort et des années d'emprisonnement. Chaque jour, quelqu'un est tué en RCA pour avoir pratiqué la sorcellerie » (Marchal, 2015 : 55). Marchal soutient que la sorcellerie est souvent perçue comme une cause d'échecs et de succès, notamment en ce qui concerne l'enrichissement personnel et la réussite économique.

4 Action communautaire et interventions extérieures : défis, risques et opportunités

4.1 Aider les communautés à engager les acteurs armés

Les communautés interrogées dans le cadre de cette étude ont peu mentionné le soutien extérieur qui les aide dans leur engagement avec les acteurs armés. Par exemple, à Bria, où une organisation humanitaire internationale a mis en place des comités de protection depuis 2017, la communauté n'a pas mentionné le rôle joué par ces comités concernant les actions déjà mises en place. Les communautés ont toutefois indiqué que l'arrivée d'organisations humanitaires et de paix locales et internationales lors de périodes plus calmes avait renforcé leurs connaissances et leur capacité d'affiner leur stratégie d'engagement.

Les communautés ont également mis l'accent sur l'assistance de la MINUSCA. La MINUSCA a complété les initiatives existantes et a fourni un appui financier, en particulier pour des activités supplémentaires telles que les caravanes de la paix. L'appui de la MINUSCA a également permis de créer des cadres de concertation qui ont abouti à la signature de plusieurs accords de cessez-le-feu, accords de libre circulation et pactes de non-agression. Un programme de réduction de la violence communautaire a été mis en œuvre par la MINUSCA et a contribué à la démobilisation d'un grand nombre de membres de groupes armés.

Pour leur part, les acteurs de paix, les acteurs humanitaires et de protection qui cherchent à aider les communautés à réduire et à prévenir les risques de violence et de protection soulignent l'utilité des moyens suivants pour soutenir l'engagement communautaire :

- Accroître la visibilité et la légitimité des acteurs de la médiation communautaire en fournissant des T-shirts avec les logos des ONG. Selon un acteur de paix, « nous avons réalisé que lorsqu'ils ont le logo sur le T-shirt, ils ont un meilleur accès aux groupes armés. Le logo des ONG les aide et leur donne une légitimité » (Interview11).
- Fournir un soutien logistique, aider au transport et faciliter l'accès aux lieux de rencontre.
- Renforcer les capacités de plaidoyer, d'analyse des conflits, de médiation, d'analyse de la protection et de négociation.
- Encourager le partage d'expérience entre les acteurs communautaires.
- Faciliter les liens avec les autres acteurs, y compris avec le gouvernement national.

Le soutien apporté par les organisations de paix et les organisations humanitaires correspond largement à la perception qu'ont les communautés de ce qui est utile à leurs propres actions. Cependant, certains négociateurs internes à la communauté avertissent qu'une injection d'argent ou

de ressources peut diviser les communautés. En effet, ces négociateurs internes à la communauté soulignent que l'arrivée d'organisations de paix et d'organisations humanitaires extérieures à la communauté a modifié la dynamique communautaire. Cela a accru les intérêts économiques au sein des communautés, entraînant la monétisation de l'action communautaire et la dépendance financière à l'égard des organisations non gouvernementales extérieures.

Les acteurs de paix interrogés partagent l'opinion selon laquelle les négociateurs internes à la communauté ne devraient pas être payés pour assurer la pérennité de leur action et l'autosuffisance à long terme. Le rôle des acteurs externes est plutôt de « donner des outils pour continuer », comme la formation à l'analyse de conflit et aux techniques de médiation (Interview 11). La question du paiement d'indemnités journalières aux CLPR (les comités locaux de paix mandatés par le gouvernement) a été controversée. Le gouvernement a insisté pour que les membres du CLPR soient rémunérés. Cependant, comme le souligne un acteur de paix, « dès qu'il n'y a plus de financement, cela cesse de fonctionner » (Interview 11).

Lorsque les négociateurs internes à la communauté sont connus, il n'est pas toujours facile de les soutenir par le biais des programmes et des financements traditionnels. Un donateur explique qu'ils « n'ont pas les outils pour soutenir cette dynamique » (Interview 18). Ce donateur reconnaît également que certaines de ces personnes ne veulent pas avoir trop de visibilité, car cela pourrait les empêcher d'agir : « ces personnes ne veulent pas être bien établies, cela gêne leur capacité à agir » (Interview 18). Un programme actuel mené par un consortium tente de résoudre ces dilemmes et de fournir un soutien à ces personnes (Interview 13).

En outre, les négociateurs et médiateurs internes à la communauté ont déploré l'impact négatif sur leur statut de l'arrivée d'organisations non gouvernementales extérieures. En effet, avec l'arrivée des organisations non gouvernementales, ces membres de la communauté ont ressenti une perte de leur statut d'agents actifs de la communauté et sont traités comme des bénéficiaires. Les ONG, au lieu de reconnaître les risques que ces acteurs clés ont pris en négociant au nom de la communauté en l'absence d'organisations de paix et d'organisations humanitaires, les écartent trop souvent au profit d'une communication axée sur les rôles et les interventions des ONG et des Nations unies.

4.2 La prolifération des comités

L'aide visant à réduire et à prévenir le risque de violence tend à être fournie par la création de comités en RCA. Cela a entraîné une prolifération de comités au niveau communautaire : comités de sécurité, comités de médiation, comités de gestion des conflits, comités de paix, comités de protection, etc.

En 2015, le gouvernement a décidé de reprendre le contrôle en mettant en place des CLPR. Selon certaines personnes interrogées, le gouvernement a estimé que les comités créés par les ONG humanitaires et de paix n'étaient pas légitimes.

Aujourd'hui, les acteurs de paix ont une approche pragmatique des CLPR. Lorsqu'ils fonctionnent bien et que la communauté les utilise, les acteurs de paix travaillent directement avec eux. Lorsque ce n'est pas le cas, les acteurs de paix décident avec la communauté de la meilleure approche. Certains acteurs de paix ont observé que les membres du CLPR n'avaient pas été bien formés et que le lien avec le gouvernement avait pour conséquence qu'ils n'étaient pas toujours perçus comme impartiaux par les communautés.

Les membres de ces comités n'étaient donc pas nécessairement les personnes auxquelles la communauté souhaitait faire confiance. Certains membres étaient d'anciens groupes armés. (Interview 11)

Le problème des comités institués par des acteurs extérieurs à la communauté (y compris le gouvernement) est que trop souvent, même s'ils sont censés être élus par la communauté, ces comités n'incluent pas les personnes que les communautés ont identifiées comme les mieux placées pour mener le dialogue avec les acteurs armés. Le problème reste que ces comités comprennent rarement des personnes qui ont négocié dans le passé au nom de la communauté. Ils ont donc tendance à occuper un espace qui n'est pas naturellement le leur ou dans lequel ils ne sont pas les mieux placés pour obtenir les résultats escomptés. Au lieu de cela, les personnes de la communauté qui lisent et écrivent, et peuvent rédiger des rapports conformes aux exigences des organisations, ont tendance à être préférées.

Le manque de compréhension et de reconnaissance de ce qui se passe organiquement au niveau communautaire signifie que trop souvent les acteurs extérieurs (qu'il s'agisse du gouvernement, des acteurs humanitaires ou, plus rarement, des acteurs de paix) mettent en place des structures et des mécanismes qui ne soutiennent pas les médiateurs et les négociateurs internes à la communauté. Au contraire, les structures et mécanismes externes, y compris ceux du gouvernement, ont tendance à omettre ces négociateurs internes à la communauté et à perturber les processus communautaires déjà en place. Une majorité d'organisations interrogées dans le cadre de cette étude, en particulier les membres d'organisations humanitaires, estime que les communautés n'ont pas la capacité de négocier avec les acteurs armés ou de les influencer, et ignore pour la plupart qu'elles existent. Partir de ce principe a pour conséquence que les interventions extérieures, en particulier de protection, ne se concentrent souvent pas sur l'engagement des communautés avec les acteurs armés, même si cette étude montre que les communautés négocient et peuvent influencer les acteurs armés afin de réduire les risques de violence. La question de la pérennité et de l'autonomie de ces comités est également problématique. En effet, les solutions sont imposées de l'extérieur et ne sont pas pilotées par les communautés ou elles ne se les sont pas appropriées. La prolifération des comités ne semble pas apporter de valeur ajoutée, même lorsque le ou les acteurs extérieurs de paix et humanitaires demandent à ces comités de communiquer les uns avec les autres. Ces comités restent extérieurs à la façon dont la collectivité a géré et gère collectivement ses affaires. L'aide extérieure devrait être plus en phase avec la gouvernance organique communautaire.

4.3 Les possibilités et limites du rôle des médiateurs et des négociateurs internes à la communauté

Tout comme il est important de reconnaître ce que les communautés font déjà pour réduire le risque de violence, nous devons également reconnaître les opportunités et les limites des médiateurs et négociateurs communautaires. La capacité des communautés et des médiateurs et négociateurs qui les représentent à faire preuve de souplesse et à s'adapter à l'évolution de la situation est une opportunité à saisir. En effet, en 2013, les communautés se sont organisées et ont identifié des médiateurs et des négociateurs pour gérer la présence des acteurs armés. Les communautés ont pu se réorganiser et établir de nouvelles règles et de nouveaux accords. Elles ont aussi identifié les opportunités de les modifier à leur avantage quand elles le pouvaient. Lorsque les CLPR ont été imposés par le gouvernement, les communautés ont également essayé de travailler à travers ces nouvelles structures. S'ils ne fonctionnaient pas pour la communauté, comme à Bria par exemple, la communauté et ses représentants utilisaient le préfet pour les aider à influencer le comportement des acteurs armés. Les communautés et leurs négociateurs et médiateurs font preuve d'agilité et de souplesse face aux dynamiques changeantes. Ces dynamiques et la fluidité des interactions entre les communautés et les acteurs armés doivent être reconnues et intégrées dans les approches des acteurs humanitaires et de paix lorsqu'ils envisagent de soutenir les communautés dans leur engagement avec les acteurs armés. Pour cela, les acteurs humanitaires et de paix doivent être agiles et flexibles. Pour les acteurs humanitaires, cela peut être compliqué face à des approches menées par les communautés souvent trop standardisées et qui ne sont pas assez contextualisées par une analyse spécifique de la dynamique des conflits au sein des communautés.

Cependant, nous constatons également qu'au plus fort de la crise dans les villes de Boda et Dékoa, les médiateurs communautaires (appelés acteurs internes de confiance dans la citation ci-dessous) n'ont pas pu continuer à jouer ce rôle. Le niveau de violence était tel que ces individus ont été contraints de prendre parti, et n'étaient donc plus en mesure de jouer un rôle de médiateur :

Cela dépend dans quelle phase du cycle de conflit vous vous trouvez. Au début, les acteurs internes de confiance (les anciens, les chefs religieux) jouent un rôle de pacificateurs et aident à désamorcer la situation. Parfois, cela suffit. Mais si la situation s'intensifie, au pic, les membres de la communauté et leurs pairs demandent aux acteurs internes de confiance de choisir leur camp. Et là, il devient plus difficile de les pousser à un engagement, car cela pourrait les mettre en danger [...] Puis, la situation se calme, et les acteurs internes de confiance reprennent leur place. (Interview initial 9)

Comment organiser le soutien apporté par la médiation extérieure sans saper les efforts des médiateurs et des négociateurs communautaires reste compliqué, d'autant qu'il n'est pas facile de résoudre certains dilemmes éthiques concernant la manière dont la communauté engage les acteurs armés. Par exemple, comme on l'a vu à la section 2.1, la communauté se réserve l'option de la violence pour gérer la présence d'acteurs armés. Comment les acteurs de paix et de protection peuvent-ils se positionner en soutien aux actions communautaires tout en s'opposant à l'usage de la violence alors que la menace et/ou l'usage de la violence en dernier recours sont un levier essentiel que les

communautés utilisent dans le cadre de leurs stratégies d'engagement avec les acteurs armés? Cela soulève des questions sur la façon dont les acteurs de paix, de l'aide humanitaire et de protection peuvent soutenir l'engagement communautaire et ne pas saper l'influence des communautés, tout en n'encourageant pas le recours à la violence.

De même, comme indiqué plus haut, les accords entre la communauté et les acteurs armés peuvent accroître les risques de protection et de violence contre les jeunes femmes. Comment les acteurs de paix et de protection peuvent-ils aider les communautés et travailler avec elles pour trouver d'autres solutions?

4.4 Défis posés par la dynamique actuelle des conflits au regard de la prévention et de la réduction des risques de protection et de la violence

L'espace de dialogue autour des questions de sécurité, y compris la réduction de la violence et des risques de protection, semble se refermer. Plusieurs acteurs de paix et humanitaires interrogés ont noté que ces questions sont devenues taboues et que la communauté est moins ouverte au dialogue par crainte des conséquences.

Les communautés ne parlent pas de sécurité. Il y a cette crainte dans le contexte des échanges avec les communautés : les communautés évitent d'aborder des questions de fond compte tenu du contexte actuel. (Interview 5)

Le dialogue sur la sécurité est plus contrôlé, avec des plateformes de sécurité mises en place par le gouvernement où les CLPR sont censés représenter les communautés.

Les acteurs de paix et de protection éprouvent également des difficultés à travailler dans ce nouveau contexte marqué par des dynamiques très volatiles de conflit et de violence. L'un des défis majeurs auxquelles sont confrontées ces organisations humanitaires et de paix dans leurs efforts de soutien à l'engagement des communautés avec les acteurs armés est d'avoir accès et de maintenir leur présence au cœur des communautés. Les acteurs humanitaires évoquent le fait qu'ils ne sont pas toujours en mesure d'accéder et d'assurer la sécurité de leur personnel. Les acteurs de paix qui ont pu pendant des années se faire accepter des acteurs armés et négocier leur accès notent que c'est maintenant devenu très difficile pour eux comme pour les individus avec lesquels ils travaillent dans les communautés.

Avoir ce genre de laissez-passer, c'est carrément impossible parce que les groupes armés ont [changé], pas de hiérarchie claire et mélange des zones, beaucoup de combats entre les militaires et eux-mêmes [...] risque de vol même si l'acceptation maintenant [c'est] la survie. (Interview 11)

En raison de la fragmentation et des changements constants des coalitions d'acteurs armés, il n'est pas toujours clair qui contrôle quelle partie du territoire et pendant combien de temps. Avec des changements constants dans les hiérarchies, il est difficile d'identifier qui prend les décisions et si ces

interlocuteurs sont capables de transmettre des messages dans la chaîne de commandement, si tant même elle existe. Il est donc difficile de renégocier constamment l'accès. Comme le dit un acteur de paix, « nous n'avons plus d'interlocuteur » (Interview 5).

Même avec les forces de sécurité de l'État telles que l'armée et les forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie), l'espace de dialogue pour les acteurs humanitaires et de paix est devenu limité. Un acteur humanitaire national a mentionné que l'armée nationale et les mercenaires du Groupe Wagner font pression sur eux pour les empêcher de négocier l'accès ou d'engager un dialogue de protection avec des acteurs armés non étatiques. Du fait de cette situation, les acteurs humanitaires ont plus de difficulté à assurer leur soutien ou leur engagement dans un dialogue efficace sur la protection ou à négocier l'accès. Les acteurs de paix ont aussi plus de difficulté à faciliter la médiation locale. Selon un acteur de paix, même parler de violence communautaire à la police est difficile :

[Il y a] des signaux d'alarme dans le pays en termes de sécurité et pour dialoguer, nous avons besoin de calme pour que les institutions fonctionnent normalement. L'agenda national s'impose aux dynamiques locales en termes de restrictions et d'espace civique. (Interview 5)

4.5 Complémentarité entre acteurs de paix, acteurs humanitaires et acteurs de protection pour la prévention des risques de violence

4.5.1 Collaboration opérationnelle

La complémentarité entre les acteurs de paix, humanitaires et de protection, tant formelle qu'informelle, est considérée comme efficace par la plupart des acteurs interrogés. Comme déclare cet acteur de paix :

La RCA est très particulière. Il y a une très bonne collaboration avec les acteurs, beaucoup de solidarité entre le développement, la paix et les acteurs humanitaires. Nous nous coordonnons tout le temps même de manière informelle. (Interview 11)

Cette collaboration existe notamment au niveau opérationnel avec des échanges d'informations sur la situation sécuritaire et l'organisation de convois conjoints. Selon un acteur de paix, OCHA joue un rôle très positif de soutien à cette collaboration opérationnelle au niveau sous-national grâce à ses réunions hebdomadaires, en particulier pour la coordination civil-militaire.

Certaines personnes interrogées considèrent que cette collaboration informelle se passait mieux dans le passé, car des personnalités individuelles ont stimulé des approches complémentaires entre l'action humanitaire et l'action de paix. Toutefois, selon un acteur de paix, la collaboration avec les acteurs humanitaires est devenue plus difficile. Les acteurs humanitaires adoptent des positions conservatrices vis-à-vis des acteurs de paix ancrées dans une interprétation particulière des principes humanitaires. Par ailleurs, un autre acteur de paix estime que la coordination avec la MINUSCA est également difficile, alors que la coordination entre acteurs de la paix, du développement et humanitaires est plus naturelle :

Ce qui est difficile, c'est de le faire avec la MINUSCA. Ils ont un mandat de protection civile depuis quatre ou cinq ans, mais j'ai du mal à élaborer un bon plan d'harmonisation avec la MINUSCA.
(Interview 11)

Certains acteurs estiment que la complémentarité entre les différents acteurs de paix, humanitaires et de protection est aujourd'hui plus difficile en raison d'une attitude compétitive face aux restrictions de financement. Le travail en consortium pourrait être une solution pour réduire la compétitivité et améliorer la complémentarité. Toutefois, les consortiums existants rassemblent actuellement des acteurs de paix plutôt que des acteurs représentant différents secteurs de la paix, du développement, de l'aide humanitaire et de la protection.

4.5.2 Opportunités manquées de renforcer la complémentarité des analyses et des approches programmatiques

L'approche de la coordination diffère considérablement entre les acteurs humanitaires et les acteurs de paix. Elle est formalisée par le biais de clusters pour les acteurs humanitaires. Elle n'existe pas entre acteurs de paix. Si certains acteurs de paix le voient comme une opportunité manquée, d'autres ne considèrent pas nécessairement utile de formaliser la coordination dans un contexte où existe déjà une collaboration informelle et sont réticents à harmoniser les approches si cela signifie de travailler avec l'architecture humanitaire bureaucratique et focalisée sur les processus. Depuis le conflit de 2013, les acteurs de paix et humanitaires collaborent autour des questions de cohésion sociale. Cela a été officialisé par la création d'un groupe de travail sur la cohésion sociale au sein du cluster protection. Ce groupe de travail est la seule structure officielle qui offre un espace de dialogue sur les approches programmatiques. Cependant, malgré les efforts de certaines personnes, le groupe de travail sur la cohésion sociale n'est pas très dynamique et compte aujourd'hui moins de membres. Un acteur de paix déplore la lourdeur du mécanisme de coordination et déclare qu'en raison de problèmes de financement, son organisation n'a plus la capacité de participer (Interview 4). L'architecture humanitaire bureaucratique axée sur les processus constitue un obstacle important à des approches plus complémentaires.

Il y a peu de collaboration sur le fond, par exemple sur les approches programmatiques et l'analyse. Même si certaines organisations décrivent une certaine collaboration au niveau local, par exemple entre les comités de paix et les comités de protection, cela ne se fait pas systématiquement. Un acteur de protection indique que son organisation mène toujours une analyse des structures existantes au sein de la communauté, et veille à ce que les comités de protection travaillent en étroite collaboration avec les comités de paix. Une autre organisation humanitaire mentionne qu'elle travaille avec une ONG de consolidation de la paix et des comités de paix pour étayer son analyse des conflits. Cependant, ces exemples restent très ponctuels et, dans l'ensemble, les opportunités de renforcer la complémentarité sont manquées. Comme déclare cet acteur de paix :

Au niveau humanitaire, nous parlons de « ne pas nuire » et nous parlons de « sensibilité au conflit ». C'est pourquoi je pense qu'il est très important, dans des zones instables comme la RCA, de combiner

le travail de consolidation de la paix et le travail humanitaire pour renforcer les actions. (Entretien 8)

Comme certains acteurs de protection humanitaire utilisent des approches de consolidation de la paix, la tendance a été d'intégrer cette expertise au sein des organisations humanitaires, plutôt que de travailler en complémentarité avec les organisations de consolidation de la paix. Bien qu'il s'agisse de l'approche incontournable dans le secteur, elle peut empêcher un échange d'expertise plus systématique, notamment sur l'analyse des conflits, les approches sensibles aux conflits et l'analyse des dynamiques communautaires, qui peuvent risquer d'instrumentaliser les modes d'action de consolidation de la paix. Comme le dit cet acteur de la paix, à propos de l'approche sensible aux conflits des humanitaires :

Ce n'est pas parce que les gens sont négligents [...] mais pour les choses moins évidentes, c'est là que la collaboration est importante parce que les acteurs de paix ont la nuance. (Interview 11)

Les acteurs de paix ont une approche programmatique différente des approches humanitaires traditionnelles. Les acteurs de paix travaillent presque exclusivement en soutien à ce que les communautés font déjà. Ils les aident à renforcer leur résilience sur la base de ce qu'elles considèrent comme des solutions. Ils travaillent sur des trajectoires à plus long terme liées à une compréhension nuancée et agile de la communauté locale et de la dynamique du conflit, adaptées au contexte et en dialogue avec les communautés. Certains acteurs de paix intègrent également mieux l'impact du conflit sur la dynamique communautaire, en particulier la nécessité de rétablir la confiance entre les individus et au sein des communautés, pour reconstruire les actions communautaires collectives.

Les acteurs de paix se concentrent sur le renforcement des capacités des communautés, fondé sur une bonne compréhension des initiatives et dynamiques communautaires. Les approches sont moins interventionnistes et descendantes, privilégiant des approches à petite échelle, non standardisées et fondées sur un dialogue permanent avec la communauté. Les acteurs humanitaires continuent d'avoir des interventions standardisées et descendantes, laissant peu de place au dialogue avec les communautés, à l'adaptation au contexte et à la dynamique du conflit, avec des solutions imposées de l'extérieur. Mais si la question n'est pas correctement analysée en fonction du contexte local et de la dynamique spécifique du conflit et de la communauté, la solution proposée de l'extérieur peut être, au mieux, inadaptée et, au pire, nuisible.

Grâce à cette étude, nous pouvons constater que ces modes d'action deviennent de plus en plus essentiels à la façon dont les activités des acteurs de protection humanitaire sont pertinentes pour la prévention et la réduction de la violence. Les acteurs de protection ne peuvent que bénéficier d'une plus grande complémentarité avec les acteurs de paix, notamment pour affiner et étayer leur analyse des conflits, leur approche sensible aux conflits et leur analyse de la dynamique des communautés, et pour veiller à ce que les programmes s'en inspirent. Il est important de noter que les acteurs de paix travaillent de cette manière à petite échelle. L'accent mis sur la grande échelle et la portée du secteur

humanitaire constitue un obstacle à l'adoption de cette façon de travailler avec les communautés, et peut expliquer pourquoi le secteur humanitaire a du mal à intégrer efficacement certaines de ces approches.

Deuxièmement, la complémentarité programmatique entre les acteurs de la paix et les acteurs humanitaires peut être renforcée autour des actions de médiation. En effet, comme le dit un acteur de paix, la médiation humanitaire ne va pas assez loin et ne cherche pas à atténuer les causes du conflit. La médiation humanitaire reste une intervention d'urgence limitée dans son objectif et cela ne doit pas changer. Cependant, comme le décrit un acteur de paix, la médiation humanitaire peut contribuer à calmer la situation, permettant aux acteurs de paix de mettre en place des programmes complémentaires de cohésion sociale et de consolidation de la paix. En travaillant plus étroitement ensemble, les acteurs de protection humanitaire et de paix peuvent repenser la manière de construire les pièces du puzzle, et adopter une approche holistique pour s'assurer que chaque intervention de l'un tire le meilleur parti de l'investissement réalisé par l'autre.

5 Conclusion : prévenir et réduire les risques de protection et la violence

Les communautés exercent souvent une influence considérable sur les acteurs armés au niveau communautaire. Cela se passe souvent dans l'ombre et n'est généralement pas reconnu. Cette étude montre que les communautés choisissent judicieusement quels groupes communautaires ou individus ont le pouvoir et l'influence sur les acteurs armés. Il s'agit souvent d'individus ou de groupes ayant une influence morale ou culturelle plus que politique sur les acteurs armés. La persuasion et la rémunération sont les stratégies essentielles qu'ils utilisent pour les influencer. L'étude montre également que les communautés ont une influence sur des acteurs armés spécifiques. Il s'agit souvent de ceux qui sont davantage ancrés dans la communauté et décentralisés, car ils offrent de meilleurs points d'entrée pour les négociateurs internes à la communauté. Enfin, l'étude montre que les communautés ont une certaine influence sur des types spécifiques de violence quotidienne qui les affectent et où elles peuvent utiliser leurs ressources et leurs atouts pour influencer la retenue des acteurs armés.

Trop souvent, les interventions extérieures, en particulier du gouvernement ou des organisations humanitaires, sapent et contrarient ces efforts au niveau communautaire, la capacité d'agir des communautés et l'activisme citoyen des négociateurs internes à la communauté. La prévention et la réduction des risques de violence ne peuvent ignorer les efforts que les communautés déploient déjà et leur capacité d'agir dans leur engagement avec les acteurs armés. Au contraire, lorsqu'elles cherchent à réduire les risques de violence, les organisations devraient toujours partir de ce que les communautés font déjà plutôt que d'imposer des approches dictées par l'extérieur. Leur approche doit se baser sur le soutien aux besoins des communautés dans leur engagement ou lorsque la situation s'aggrave à un point tel que la médiation et la négociation communautaires ne sont plus viables ou efficaces. Elle doit toujours avoir pour objectif de rétablir la médiation et la négociation communautaires, et de renforcer la capacité des communautés à réduire et à prévenir les risques de protection et la violence. Les acteurs extérieurs tels que les organisations humanitaires et de paix doivent s'impliquer auprès de ces communautés et communiquer ce qu'ils peuvent offrir pour les soutenir, comme la réouverture d'espaces de dialogue par une approche de médiation humanitaire le cas échéant.

Cette étude en RCA souligne que les acteurs de paix ont tendance à offrir ce soutien beaucoup plus que les acteurs humanitaires. Ceci s'explique par le fait qu'ils mettent l'accent sur des approches localisées, basées sur la proximité et la présence, et éclairées par une analyse continue des conflits et des dynamiques communautaires.

Les acteurs humanitaires peuvent jouer un rôle complémentaire important aux acteurs de paix, en aidant les communautés à prévenir et réduire les dommages causés aux civils. En RCA, nous constatons également que les acteurs humanitaires de la protection participent davantage aux activités de prévention. Les données sur la médiation humanitaire démontrent clairement l'incroyable potentiel qu'offre cette approche pour réduire le risque de violence. Cette étude souligne que même lorsque la

médiation humanitaire a eu un impact moins pérenne, elle a tout de même contribué à une réduction globale de la violence et au renforcement des capacités des communautés en matière de médiation et de résolution pacifique des conflits.

Pour être plus efficaces dans la réduction et la prévention de la violence, les acteurs de protection humanitaire pourraient s'inspirer de l'expérience des acteurs de paix, de la manière dont ils travaillent avec les communautés, de l'analyse qu'ils mènent et de leurs approches de la transformation des conflits. Pour cela, les organisations humanitaires doivent réfléchir à leur présence et à leur proximité avec les communautés dans des situations instables et précaires ainsi qu'à leur capacité à être flexibles et réactives. Il ne s'agit pas de remplacer le rôle des acteurs de paix, mais de compléter leur expertise et de veiller à ce que, dans le cadre d'approches progressives, chacun s'appuie sur l'impact de l'autre.

En RCA, il existe une collaboration entre les acteurs de paix et les acteurs humanitaires de protection, mais il existe des possibilités de renforcer leur complémentarité. En particulier, des possibilités existent de travail conjoint sur l'analyse des conflits, la programmation sensible aux conflits et la compréhension de la dynamique communautaire.

L'étude propose ainsi les recommandations suivantes :

- Reconnaître la capacité d'agir des communautés et ce qu'elles font déjà pour réduire et prévenir les risques de protection et la violence, en engageant des acteurs armés. Baser les programmes sur ce fondement.
- Investir dans les organisations communautaires et les groupes de la société civile locale, en particulier les groupes de la société civile dirigés par des jeunes et des femmes, pour accroître la résilience des communautés dans les conflits. En effet, ces groupes peuvent s'avérer essentiels à la capacité d'une communauté à réduire et à prévenir la violence dans les conflits.
- Les donateurs doivent veiller à ce que les fonds destinés à la réduction et à la prévention du risque de violence soient souples et à long terme. Ils doivent aussi considérer que les processus de dialogue, d'engagement et de médiation réussissent en tant que processus en soi et pas seulement s'ils débouchent sur des accords.
- Les donateurs doivent veiller à ce qu'un financement adéquat soit disponible pour la réduction de la violence, et à ce que les organisations de consolidation de la paix soient présentes même au plus fort des conflits et dans les situations d'urgence. Pour ce faire, les donateurs doivent consacrer aux activités et aux initiatives locales de consolidation de la paix un financement d'un pourcentage suffisant par rapport à leur soutien aux processus de diplomatie officielle (Track 1). Cela devrait être fait en accord avec les conclusions de cette étude, qui souligne les possibilités d'accords de paix locaux et de réduction de la violence au niveau local, même lorsque les processus de paix de la diplomatie officielle (Track 1) au niveau national échouent.

- Soutenir les acteurs de protection humanitaire et les acteurs humanitaires pour qu'ils adoptent plus systématiquement des approches sensibles aux conflits, fondées sur une analyse solide de la sensibilité aux conflits, une analyse des conflits et une analyse de la dynamique des communautés, en travaillant conjointement avec les acteurs de paix, y compris par l'intermédiaire de consortiums. Pour ce faire, les organisations humanitaires devront travailler de manière plus réactive et flexible, et s'attaquer à la rigidité de leurs approches.
- Aider à financer la médiation humanitaire, investir dans l'apprentissage et les preuves de son impact, ainsi que dans la communication stratégique avec les donateurs sur les résultats et l'impact de cette approche dans la réduction et la prévention de la violence.
- Veiller à ce que toutes les analyses des conflits comprennent une analyse de la dynamique communautaire et de la gouvernance (formelle et informelle) pour mieux comprendre et intégrer la manière dont les communautés s'organisent, prennent des décisions, s'adaptent à la dynamique des conflits et gèrent l'émergence de nouveaux acteurs armés et la présence des autorités locales. Cela doit inclure une analyse de l'impact qu'a la dynamique du contexte sur la manière dont le pouvoir et les rôles des autorités traditionnelles changent.
- Financer la réduction de la violence et des risques de protection en RCA avec une diversité d'acteurs de paix et de protection pour faire le lien entre les outils de médiation humanitaire/d'urgence, les approches de protection communautaires et de cohésion sociale menées par les communautés, et le renforcement des capacités communautaires pour la gestion et la résolution pacifiques des conflits. Utiliser une approche de consortium pour rassembler différents acteurs humanitaires, de paix et de protection ainsi qu'un éventail varié d'acteurs locaux, nationaux et internationaux.
- Investir dans le renforcement des capacités des négociateurs et médiateurs communautaires, notamment en soutenant les médiateurs nationaux qui peuvent prendre le relais lorsque la situation ne permet plus aux négociateurs et médiateurs communautaires de jouer ce rôle. Soutenir la capacité de médiation au niveau national en aidant les réseaux de médiateurs qui existent déjà en RCA.
- Considérer le travail sur la diversité et l'inclusion dans les approches communautaires comme un parcours dans le temps. Encourager la communauté à réfléchir sur l'inclusion et la diversité, en mettant l'accent sur les jeunes femmes, plutôt que d'imposer des comités mixtes. Travailler avec des femmes plus établies dans la communauté pour l'inclusion des jeunes femmes et à travers les réseaux existants de la société civile en RCA tels que l'OFCA.

Références

- Barbelet, V.** (2015) *Central African Republic: addressing the protection crisis*. Document de travail HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/central-african-republic-addressing-the-protection-crisis/>).
- CCHN – Centre de compétence en négociation humanitaire** (2019) *Manuel pratique de la négociation humanitaire du CCHN*. Genève: CCHN. (<https://frontline-negotiations.org/wp-content/uploads/2020/06/CCHN-Field-Manual-FR.pdf>).
- Cinq-Mars, E.** (2014) *Too little, too late: Failing to prevent atrocities in the Central African Republic*. New York: Global Centre for the Responsibility to Protect. (www.globalr2p.org/wp-content/uploads/2020/07/OccasionalPaper_CAR_Final.pdf).
- Conciliation Resources** (2020a) *Listening to young people associated with armed groups in Northwestern Central African Republic* (https://rc-services-assets.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/Voices_from_Paoua_English.pdf).
- Conciliation Resources** (2020b) *Young people and armed groups in the Central African Republic: voices from Bossangoa* (www.c-r.org/learning-hub/young-people-and-armed-groups-central-african-republic-voices-bossangoa).
- Davies, G., Bongard, P., Mayhew, L. et Barbelet, V.** (2023) ‘Community engagement, protection and peacebuilding: reviewing evidence and practice’ *Humanitarian Exchange* 82. Londres: ODI (<https://odihpn.org/magazine/community-engagement-with-armed-actors-towards-strengthening-protection-prevention-and-response/>).
- Davies, G. et O’Callaghan, S.** (2022) *Protection of civilians: learning from the ICRC’s Roots of Restraint in War study*. Note d’information du HPG. Londres: ODI. (https://cdn.odi.org/media/documents/Roots_restraint_war.pdf).
- Grimaud, J.** (2023) ‘Protecting civilians through humanitarian mediation’ *Humanitarian Exchange* 82. Londres: ODI (<https://odihpn.org/magazine/community-engagement-with-armed-actors-towards-strengthening-protection-prevention-and-response/>).
- HPG – Humanitarian Policy Group** (2022) *People, power and agency: HPG Integrated Programme 2022–2024*. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/people-power-and-agency-hpg-integrated-programme-20222024/>).
- Human Rights Watch** (2013) «République centrafricaine: les forces de la Séléka tuent des dizaines de personnes et incendient des villages». Article en ligne, 27 juin (www.hrw.org/fr/news/2013/06/27/republique-centrafricaine-les-forces-de-la-seleka-tuent-des-dizaines-de-personnes-et).
- Human Rights Watch** (2014) «République centrafricaine: les musulmans sont pris au piège dans des enclaves». Article en ligne, 22 décembre (www.hrw.org/fr/news/2014/12/22/republique-centrafricaine-les-musulmans-sont-pris-au-piege-dans-des-enclaves).
- Humanitarian Mediation Network** (2018) *Humanitarian Mediation and Dialogue Facilitation: A Reference Guide for Training Participants*. Training material.

Humanitarian Mediation Network, Norwegian Refugee Council and Danish Red Cross (n.d.)

Humanitarian mediation. Programme Leaflet.

IAHE – Inter-Agency Humanitarian Evaluation (2016) *IAHE of the Response to the Central African Republic's Crisis 2013–2015*. Evaluation report. New York: IASC (<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/inter-agency-humanitarian-evaluation-response-crisis-central-african>).

IPIS – International Peace Information Service et DISS – Danish Institute for International Studies (2018) « République centrafricaine: cartographie du conflit ». Page web (<https://ipisresearch.be/fr/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/>).

Jackson, A. et Zyck, S. (2017) *Presence and proximity: to stay and deliver, five years on*. Genève: UNOCHA (www.humanitarianoutcomes.org/publications/presence-proximity-stay-and-deliver-five-years).

Kilembe, F. (2015) « Local dynamics in the Pk5 district of Bangui », in T. Carayannis and L. Lombard (eds) *Making sense of the Central African Republic*. Londres: Zed Books.

Lindley-Jones, H. (2018) *Maintenant, c'est à nous de continuer. Résumé de l'étude sur l'efficacité et la durabilité de l'approche communautaire du programme protection-genre d'Oxfam en république centrafricaine*. Rapport d'évaluation. Oxford: Oxfam (<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620504/er-now-continue-community-gender-protection-car-270618-fr.pdf;jsessionid=DC64ED74424E306834CoDC80731A5D9C?sequence=2>).

Lough, O., Spencer, A., Coyle, D. et al. (2021) *Participation and inclusion in the Rohingya refugee response in Cox's Bazar, Bangladesh: « We never speak first »*. Document de travail HPG. Londres: ODI (<https://odi.org/en/publications/participation-and-inclusion-in-the-rohingya-refugee-response-in-coxs-bazar-bangladesh-we-never-speak-first/>).

Marchal, R. (2015) « Being rich, being poor: wealth and fear in the Central African Republic » dans T. Carayannis and L. Lombard (eds) *Making sense of the Central African Republic*. Londres: Zed Books.

Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale (n.d.) « CLPR: Comités locaux de paix et de réconciliation ». Page web (www.reconciliation.gouv.cf/projet/16/clpr).

Ngaba, E. (2015) « Samba-Panza en visite à Boda pour rassembler les chrétiens et musulmans encore divisés ». Article disponible en ligne. Bangui: Corbeaunews (<https://corbeaunews-centrafrique.org/rca-samba-panza-en-visite-boda-pour-rassembler-les-chretiens-et-musulmans/>).

OCHA (2021) *Aperçu des besoins humanitaires 2022 République Centrafricaine. Octobre 2021*. Genève: OCHA (www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hno_car_2022_final.pdf).

OCHA (2023a) « République centrafricaine: les besoins humanitaires demeurent sévères en 2023 (7 juin 2023) ». Article en ligne (<https://reports.unocha.org/fr/country/car/card/6b5nzKeXDb/>).

OCHA (2023b) *Central African Republic: rapport de situation, dernière mise à jour 27 novembre 2023*. Genève: OCHA (<https://reports.unocha.org/fr/country/car/>).

OCHA (2023c) *République centrafricaine: Plan de réponse humanitaire 2023 (janvier 2023)*. Genève: OCHA (<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/republique-centrafricaine-plan-de-reponse-humanitaire-2023-janvier-2023>).

The Sentry (2023) *Architects of terror: the Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*. Report. (<https://thesentry.org/reports/architects-of-terror/>).

ONU – Nations Unies (2021) «RCA: des experts inquiets de l'utilisation par le gouvernement de "formateurs russes" et de contacts étroits avec les Casques bleus». Article en ligne, 31 mars (<https://news.un.org/fr/story/2021/03/1093112>).

UNDP – Programme de développement des Nations Unies (2022) *Rapport sur le développement humain 2021-22 - Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*. New York: UNDP (<https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>).

CSNU – Conseil de sécurité des Nations unies (2017) *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit par la résolution 2216 du Conseil de Sécurité (S/2016/1032)*. New York: UNSC (<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/rapport-final-du-groupe-d-experts-sur-la-r-publique-centrafricaine-o>).

UNSC (2021) *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020) du Conseil de sécurité (S/2021/569)*. New York: UNSC (<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/rapport-final-du-groupe-d-experts-sur-la-r-publique-centrafricaine-3>). Vircoulon, T. (2020) *Ecosystème des groupes armés en Centrafrique*. Notes de l'IFPRI. Avril 2020 (www.ifpri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf).

Vircoulon, T. (2020) *Ecosystème des groupes armés en Centrafrique*. Notes de l'IFPRI, avril (www.ifpri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf).

Banque mondiale (2023) « La Banque mondiale en République Centrafricaine. Vue d'ensemble ». Page web (<https://www.banquemondiale.org/fr/country/centralafricanrepublic/overview>)

Annexe 1 Contextes locaux et dynamique des conflits

Bria

Bria est située à 580 km au nord-est de la capitale Bangui dans la préfecture de Haute-Kotto. Elle est connue pour son dynamisme économique en raison de la présence de sites miniers et d'un grand nombre de *bureaux d'achat* d'or et de diamants gérés par la population locale, mais aussi en attirant des citoyens de pays voisins comme le Tchad ou le Soudan ou des ressortissants de pays plus lointains comme le Mali ou le Sénégal. Ce dynamisme économique a attiré des communautés diverses, facilitant le brassage ethnique.

Avant la crise de 2013, la ville de Bria était déjà assiégée par des groupes rebelles, dont l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), qui est une alliance de trois groupes rebelles distincts (le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), le Groupe d'action patriotique pour la libération de la Centrafrique et le Front démocratique centrafricain). Composés pour la plupart de membres de l'ethnie Goula, ces groupes nourrissent des griefs sociopolitiques, accusant l'État central de discrimination historique à l'égard de leur communauté.³⁵ Ces griefs se sont ajoutés aux tensions interethniques et historiques entre les Goulas et les Rounga, ce qui a conduit à des combats et au déplacement forcé des populations de la région.

Avant la crise de 2013, Bria était considérée comme une zone stratégique par les acteurs armés non étatiques, ce qui a facilité la création de la Séléka, dont certains membres étaient déjà actifs dans la ville. En 2017, la Séléka s'est divisée en six acteurs armés distincts (voir encadré 4). Les populations se sont alors retrouvées prises au piège des violences entre les différentes factions. La violence a également poussé les autorités locales et administratives à quitter Bria, plaçant les communautés de facto sous la gouvernance d'acteurs armés non étatiques.

35 Les communautés des ethnies Goula et Rounga sont présentes dans les préfectures de Vakaga, Bamingui Bangoran et Haute-Kotto. Ces deux groupes ethniques luttent sans relâche depuis des décennies. Leur conflit trouve ses racines dans la concurrence économique, sociale et politique. Il entraîne une instabilité sporadique dans les trois grandes régions.

Encadré 4 La fragmentation de la Séléka à Bria

En 2017, l'évolution de la situation à Bangui, au détriment de la Séléka, a abouti à leur repli dans des villes de province, ce qui a ensuite été l'un des catalyseurs de la division entre les membres de la coalition Séléka. En effet, la lutte pour le contrôle des ressources minières a conduit à l'éclatement de la coalition en six acteurs armés distincts, en plus des milices d'autodéfense Anti-balaka déjà présentes au sein du PK3 : l'UFDR et le MLCJ déjà présents à Bria avant 2013, le Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique (RPRC), l'UPC, la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) et le FPRC.

Ces acteurs armés mobilisent généralement leurs membres autour d'un agenda politique axé sur la perception de la marginalisation de certaines communautés de RCA, principalement musulmanes comme les Peuls, et cherchent à prendre le pouvoir localement ou nationalement pour assurer la protection de ces minorités. Cependant, cet agenda politique est lié aux intérêts économiques et donc au contrôle des territoires pour exploiter les mines et les ressources naturelles ainsi qu'à l'imposition de taxes.ⁱⁱ Ces activités peuvent être assimilées à des activités de crime organisé qui rendent fluide la nature de ces acteurs armés avec des priorités économiques et politiques interchangeables en fonction de la dynamique du conflit et des possibilités de faire progresser ou non leur agenda politique.

ii Voir pour plus de détails IPIS et DIIS (2018).

Bien que ces acteurs soient souvent composés d'individus de différents groupes ethniques et religieux, la violence qui s'est produite entre la Séléka et les Anti-balaka a cimenté une organisation identitaire de la violence avec une division claire entre chrétiens et musulmans. Cette phase du conflit a connu une série de massacres visant principalement des populations non-musulmanes. En conséquence, les populations non-musulmanes ont trouvé refuge devant la base de la MINUSCA située à 3 km du centre-ville de Bria. Le site des personnes déplacées internes, nommé « PK3 », est devenu le plus grand site de PDI en RCA avec plus de 50 000 résidents au plus fort de la crise.

Face aux violences de la Séléka, une section Anti-balaka a été créée par des jeunes déplacés du camp du PK3, composée des ethnies Goula, Rounga et Banda. Bien qu'étant locaux, les Anti-balaka de Bria ont rapidement été soutenus par d'autres groupes Anti-balaka en dehors de Bria, même si les activités, les objectifs et les intérêts des Anti-balaka de Bria sont restés très localisés. Au début, ils avaient pour objectif de protéger le PK3 et les communautés majoritairement non-musulmanes qui y vivaient contre les combattants de la Seleka ou de l'ex-Seleka. Au fil du temps, ils ont cherché à imposer leur contrôle sur la population pour satisfaire leurs intérêts économiques au moyen d'une imposition illégale.

La tournure intercommunautaire du conflit et de la violence a divisé la population de Bria en quatre zones distinctes qui ont suivi les tendances démographiques déjà existantes.³⁶

- Le PK3, avec la population non-musulmane de Bria sous le contrôle des anti-balakas.
- Gobolo, avec la population peule³⁷ sédentaire de Bria sous le contrôle des Peuls de la Séléka puis de l'UPC.
- Bornou, avec la population musulmane non peule de Bria sous le contrôle de la Seleka musulmane puis du FPRC.
- Le Centre-ville, une zone historiquement mixte d'un point de vue ethnique et religieux, est devenu principalement peuplé de musulmans non peuls sous le contrôle des Séléka musulmans à la suite du conflit intercommunautaire entre les Séléka et les Anti-balaka.

Bambari

La ville de Bambari est la cinquième plus grande ville de RCA et un centre économique dynamique qui s'est développé grâce à la production de coton, de café, de sucre et de la pêche, et en particulier grâce à ses gisements d'or et de diamants. La ville possède l'une des plus grandes mines d'or et de diamants du pays: la mine de Ndassima.

Avant la crise de 2013, la ville de Bambari accueillait une population ethniquement et culturellement diverse avec des communautés chrétiennes, musulmanes et peules.³⁸ Bambari a été très convoitée par les groupes de la Séléka, car elle était un élément de leur projet de créer une nouvelle république au sein de la RCA. Bambari a toujours connu la présence d'acteurs armés non étatiques dans la région, en particulier autour des mines. Cependant, la ville a été épargnée de leur violence.

Cependant, des conflits internes pour le contrôle des zones minières ont conduit à une division entre les membres de la coalition Séléka. L'UPC a pris le contrôle de la ville en 2015, plus précisément de la rive gauche du fleuve où se trouvent les principaux bâtiments administratifs et le marché central, ainsi que la majorité des populations musulmanes et peules de la ville. Bien que l'UPC ne soit pas originaire de Bambari, ses troupes ont été renforcées par des habitants locaux. Alors qu'à Bria les membres de l'UPC avaient épousé des jeunes femmes de la communauté, cela ne s'est pas produit à Bambari. En conséquence, l'UPC n'avait pas de liens aussi étroits avec la communauté peule locale. En outre, l'UPC contrôlait une partie de la ville dont la population était mixte et comprenait des musulmans non peuls.³⁹ Il est possible que cela ait entraîné davantage d'abus de la part de l'UPC à l'égard de la population qu'elle

36 Par exemple, avant la crise de 2013, le groupe Gobolo était déjà majoritairement habité par des Peuls sédentaires. Après le début de la crise, Gobolo est devenu 100 % peul.

37 Les Peuls sont un groupe ethnique de bergers historiquement nomades, composé essentiellement de musulmans.

38 Plusieurs ethnies sont présentes dans la ville de Bambari: Banda, Zande, Zankara, Gbaya, Mandjia, Gbanziri et Yakoma.

39 Elles incluent aussi des Soudanais, des Rounga, des Goulas et des Peuls.

contrôlait. La présence de l'UPC n'a pas non plus fait l'unanimité au sein de la communauté musulmane de Bambari. En effet, l'UPC s'est battue avec d'autres acteurs armés alliés à la Séléka pour prendre le contrôle de Bambari, ce qui n'a pas plu à tout le monde dans la communauté.

La présence de l'UPC à Bambari a entraîné l'arrivée des Anti-balakas de Grimari, Alindao et Ippy, qui se sont positionnés sur la rive droite du fleuve, une zone majoritairement non-musulmane, bien avant le début du conflit. Ces Anti-balaka ont été rejoints par de jeunes volontaires chrétiens de Bambari.

Le positionnement des protagonistes armés a divisé la ville en deux zones séparées par le pont qui relie les deux rives du fleuve. Ces zones ont été divisées en fonction de critères religieux.

Cette phase d'occupation par l'UPC d'un côté de la ville et les Anti-balaka de l'autre a restreint la liberté de circulation des biens et des personnes et a donné lieu à des violences physiques et sexuelles, y compris des tortures, des exécutions sommaires et une coercition par la menace et l'intimidation à l'encontre de la population. L'UPC a également imposé un grand nombre de taxes illicites.

Sur la rive droite contrôlée par les Anti-balaka, comme à Bria, ces derniers se sont retournés contre les populations qu'ils étaient censés protéger, ce qui a conduit ces populations à élaborer des stratégies de survie. Par exemple, la communauté partageait sa nourriture et ses produits agricoles avec les Anti-balaka pour éviter le pillage ou le vol. Par ailleurs, les populations de ces communautés ont essayé de garder leurs distances des zones occupées par des acteurs armés non étatiques et ont réduit leurs déplacements pour limiter les interactions et le risque d'attaques physiques.

Mbaïki

La ville de Mbaïki est située à 384 km de la ville de Bangui dans la préfecture de Lobaye. La ville qui est connue pour sa forêt équatoriale et ses terres arables. Son économie repose principalement sur la culture du café et l'agroforesterie. La population est composée d'un mélange ethnique, culturel et religieux assez dense et soudé.

Mbaïki a presque toujours été épargnée par les crises qui ont touché le reste du pays, mais au début de la crise en 2013, l'avancée des groupes armés sur Bangui a fait de Mbaïki une ville d'accueil pour les déplacés des villes environnantes, qui ont été accueillis par des familles locales ou hébergés dans des centres d'hébergement. En 2013, la ville a été occupée par les Séléka en route vers Bangui, et cette période a été marquée par des abus délibérés, notamment des agressions physiques et verbales, des pillages et des enlèvements qui ont principalement touché les communautés non-musulmanes. Cette situation a provoqué un exode des populations vers les camps de PDI et vers les forêts environnantes.

La présence de la Séléka dans la ville a facilité l'installation de nombreux musulmans fuyant les attaques anti-balaka dans d'autres villes et villages de la préfecture de Lobaye. Cette situation a entraîné une augmentation de la population, ce qui a eu un impact sur les prix des denrées alimentaires et une augmentation des tensions entre les communautés musulmanes et non-musulmanes. Ceci s'est traduit,

entre autres, par la diffusion de rumeurs stigmatisantes et de discours haineux, avec pour conséquence la destruction du tissu social et de l'organisation communautaire et l'instauration d'un climat de méfiance persistant.

En réponse à cette occupation, les Anti-balaka ont annoncé, via le réseau de chauffeurs de motos-taxis, leur arrivée dans la ville avec pour mission de la libérer. L'annonce du départ du président Michel Djotodia du pouvoir a provoqué le départ précipité des groupes armés de la Séléka et des membres de la communauté musulmane, qui craignaient des représailles de la part des Anti-balaka et de la communauté non-musulmane. Environ 2 500 membres de la communauté musulmane,⁴⁰ avec le soutien de l'armée tchadienne, ont été évacués vers le Tchad ou d'autres régions de la RCA avant l'arrivée des Anti-balaka dans la ville.

Les Anti-Balaka sont arrivés début 2014 dans une ville désertée par la Séléka et une grande partie de la population non-musulmane. Les quelques musulmans encore présents dans la ville ont alors été victimes d'intimidations, d'accusations de collaboration avec la Séléka et de violences physiques de la part d'acteurs armés Anti-balaka et non-musulmans.

L'arrivée des forces françaises a libéré la ville de la présence des Anti-balaka et l'a placée sous la protection des forces de la MISCA jusqu'à l'arrivée des alliés russes et rwandais, qui ont obligé les combattants armés restants à se désengager ou à se replier plus profondément dans la forêt.

40 Voir www.jeuneafrique.com/depeches/21914/politique/centrafrique-a-mbaiki-rester-cest-resister/.



Le Humanitarian Policy Group (Groupe de politique humanitaire) (HPG) est l'une des principales équipes mondiales de chercheurs indépendants et de professionnels de la communication travaillant sur les questions humanitaires. Il se consacre à l'amélioration des politiques et des pratiques humanitaires grâce à une combinaison d'analyses, de dialogues et de débats de haute qualité.

Humanitarian Policy Group
ODI
203 Blackfriars Road
Londres SE1 8NJ
Royaume Uni

Tel : +44 (0) 20 7922 0300
Fax : +44 (0) 20 7922 0399
E-mail : hpgadmin@odi.org
Site Web : odi.org/hpg
